

Les journées d'animation 2004

Document d'accompagnement

Créer des liens sociaux et virtuels
pour comprendre et agir sur notre monde



« TIC et CITOYENNETÉ »

Les technologies de l'information
et des communications (TIC) et la citoyenneté



Centre de documentation sur l'éducation des adultes
et la condition féminine

Avril 2004

Coordination du projet et des journées d'animation

Maryse Rivard

Centre de documentation sur l'éducation des adultes
et la condition féminine (CDÉACF)

Téléphone : (514) 876-1180

Télécopieur : (514) 876-1325

Courriel : rivard@cdeacf.ca

Site Internet : www.cdeacf.ca

Recherche, rédaction et animation des journées

Sylvie Jochems, t.s.

Professeure invitée en Intervention Sociale

Université du Québec à Chicoutimi

Téléphone : (418) 545-5011 poste 5692

Courriel : sylvie_jochems@uqac.ca

Remerciements :

Au service CDTIC (Centre de développement des technologies de l'information et de communication) de l'Université du Québec à Chicoutimi.

À Mme Claudine Gagnon, agente de stage à l'UQAC pour ses commentaires si utiles et pertinents sur le document d'accompagnement»

Aux membres de l'équipe du CDEACF pour leur soutien et plus particulièrement à Mme Julie Leclair ainsi qu'à M. Denis Noël.

Ainsi qu'aux personnes qui ont organisé et participé aux journées d'animation dans leurs régions.

ISBN : 2-922995-07-0

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec (2004)

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Canada (2004)

© Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine - Montréal, avril 2004

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
AVANT-PROPOS	7
1 INTRODUCTION : LES « TIC » ET LA CITOYENNETE	8
2 LA SOCIETE DE L'INFORMATION : UN PROBLEME ?	1
2.1 De la guerre froide à la mondialisation du capitalisme	1
2.2 De l'informatisation au cyberspace : le phénomène Internet	1
2.3 La mondialisation par la technique et les réseaux	15
2.4 De la mondialisation à la globalisation de l'utopie néolibérale	1
2.5 Pourquoi créer des liens sociaux ?	20
3 UN NOUVEAU SENS ET DE NOUVELLES FORMES DE MOBILISATION : DES SOLUTIONS !	1
3.1 La société civile en quête de citoyenneté	22
3.2 De nouvelles formes de militantisme ?	1
3.3 L'exemple du mouvement des femmes au Québec	29
4 DES LIENS SOCIAUX AUX LIENS ELECTRONIQUES	1
4.1 L'accès et l'usage d'Internet dans le monde	1
4.2 L'utilisation d'Internet au Canada	1
4.3 L'utilisation d'Internet au Québec	36
4.4 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec	37
4.5 La fracture numérique	38
5 L'APPROPRIATION DES TIC DANS LES GROUPES EN ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME : UN NOUVEAU DÉFI !	1
5.1 L'enjeu de l'appropriation des TIC selon <i>Communautique</i>	1
5.2 L'accès et les usages : le cas des groupes de femmes	42
5.3 Les «PRATIC» citoyennes : de nouvelles solidarités citoyennes ?	1
6 CONCLUSION : CREER DES LIENS SOCIAUX MEME VIRTUELS POUR COMPRENDRE ET AGIR SUR NOTRE MONDE	48

Bâtir une toile de solidarité citoyenne pour changer le monde !

PRÉFACE

Les TIC peuvent-elles faciliter la création de nouvelles solidarités citoyennes ? A la mondialisation de l'oppression et de l'exclusion peut-on opposer la mondialisation des solidarités entre personnes, communautés et peuples de la terre ?

Quel beau défi relevé par le CDEACF avec ce projet d'animation sur les TIC et la citoyenneté. D'emblée j'adhère à l'espoir que les TIC peuvent être un tel outil de solidarité dans la mesure où elles ne sont pas envahies par les éléments de technicisation et dans la mesure où elles ne deviennent pas l'objet principal de la mobilisation, mais un instrument qui n'est pas neutre et pas nécessairement démocratique. On ne peut nier par ailleurs que les TIC deviennent une nouvelle forme de langage et de communication «incontournable». Qui dit incontournable dit mouvement très fort qui risque de passer envers et contre toutes ces personnes et organisations qui n'y ont pas accès. La clef de cette solidarité est dans un premier temps la création de relais ou de marrainages entre personnes et organisations n'ayant pas accès et personnes, voisins, intervenants, organisations, enseignants de polyvalentes, CEGEP ou universités «branchés». Ces relais pourraient assurer un soutien technique et favoriser un apprivoisement graduel qui devrait être accompagné de revendications pour la démocratisation des TIC. En fait on se trouve devant un problème comparable au défi de l'alphabétisation, dans la mesure où les sociétés imposent, de plus en plus, un mode de fonctionnement par TIC. On peut espérer ces collaborations entre personnes et organisations exclues en attendant un accès physique et des modes d'appropriation de son utilisation. Ces conditions sont essentielles pour pouvoir parler de solidarité et citoyenneté.

L'Internet s'est développé comme l'ordinateur personnel, dans une logique strictement de marché, donc limitant les accès. Il faut les approprier pour en faire des outils de mobilisation et de démocratie, sinon on risque d'accentuer l'exclusion. Malgré des succès importants de la mobilisation internationale notamment contre l'AMI, grâce au net, on doit poursuivre les efforts pour étendre l'accès à l'outil. Le projet TIC et citoyenneté est une occasion extraordinaire de comprendre la société mondiale, loin de ce «village global» auquel Macluhan rêvait, les forces qui la façonnent et les mobilisations citoyennes issues des efforts de petites localités comme de grands mouvements de masse : SalAMI, ATTAC, la Marche mondiale des femmes ont tablé beaucoup sur le net et le courriel pour bâtir les réseaux de solidarité et de lutte. Ce sont de petits exemples comme des appels au soutien international qui suscitent l'imaginaire. Ce projet et les outils de formation qu'il crée représentent un souffle d'espoir et de créativité, tout en gardant un regard critique. Les organisations communautaires au-delà des groupes de femmes, pourraient profiter du laboratoire de réflexion que constitue ce projet TIC et citoyenneté.

Enfin si les TIC ont le potentiel d'être des outils formidables de démocratie, elles demeurent des outils et des techniques, qui doivent demeurer instrumentales et qui doivent rester au service des valeurs des projets d'éducation et de mobilisation citoyenne.

Jean Panet-Raymond, 23-02-04

Professeur à l'École de service social de l'Université de Montréal

**Les journées
d'animation du
CDÉACF**

Depuis 1997

2003

**Créer des liens pour
favoriser l'inclusion**

2002

**Créer des liens pour
contrer l'exclusion**

2001

**L'éducation écologique
dans la vie quotidienne**

2000

**Femmes, mondialisation
et pauvreté**

1999

**Démocratie et citoyen-
neté pour tous et toutes :
un objectif à atteindre**

1998

**Rapport Delors et la 5^e
Conférence internationa-
le sur l'éducation des
adultes**

1997

**Enquête internationale
sur l'alphabétisation des
adultes (EIAA).**

AVANT-PROPOS

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) a pour mission de collecter, diffuser, promouvoir et rendre accessibles, en français, les savoirs et savoirs faire des milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada.

Chaque année, plus de 3000 nouvelles acquisitions viennent enrichir les collections du CDÉACF: ouvrages généraux, rapports de recherche, revues spécialisées, matériel didactique pour les adultes, manuels de formation, productions issues des *Initiatives fédérales provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA)*. Malgré la richesse du fonds documentaire, les collections du CDÉACF sont encore peu ou mal connues.

Les journées d'animation sont une façon originale pour le CDÉACF de faire connaître ses collections, ses nouvelles acquisitions et de réaliser sa mission. Organisées dans plusieurs régions du Québec, elles réunissent les intervenantes et intervenants de différents milieux autour d'une sélection de livres traitant d'une thématique spécifique. Elles reposent sur des publications récentes et traitent de sujets d'actualité. Pour les participantes et les participants, elles représentent une excellente occasion de se documenter, d'échanger et de réfléchir avec leurs collègues sur des thématiques d'actualité.

Depuis sept ans, ces journées sont le rendez-vous annuel d'un grand nombre de personnes engagées dans l'action en éducation des adultes, en intervention communautaire et auprès des femmes. À l'heure où les sources d'information se multiplient, où le temps de lire et de réfléchir se raréfie, cette rencontre permet de prendre connaissance des nouvelles publications, de connaître les théories et les pratiques nouvelles, mais surtout d'y réfléchir et d'en discuter entre collègues.

L'objectif des journées d'animation « Créer des liens pour comprendre et agir sur notre monde » est double. Elles ont pour but de créer des liens entre les collègues des différents milieux et de susciter des réflexions sur une thématique spécifique, elle-même créatrice de nouveaux liens entre les différentes théories, approches et pratiques.

Depuis 2002, les journées d'animation portent sur l'exclusion. En 2002, nous avons cherché à mieux comprendre ce phénomène avec « Créer de liens pour contrer l'exclusion » puis en 2003, nous avons étudié quelques pistes de solution avec « Créer des liens pour favoriser l'inclusion ». Cette année, la thématique abordée s'inscrit dans la même veine et propose de réfléchir aux nouvelles formes d'exclusion sociales.

Maryse Rivard

Responsable des animations, CDÉACF

L'information : un droit démocratique indispensable à l'exercice de la citoyenneté.

La problématique des inégalités entre nations en matière d'information et de communication date des années 1970 quand on a défini le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

En 1980, lors d'une conférence organisée par l'UNESCO les membres de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication, présidée par Sean McBride, (fondateur d'Amnesty international, à la fois prix Nobel de la paix et prix Lénine de la paix) reconnaissaient la valeur de l'information, **en tant qu'outil privilégié du développement économique, mais aussi en tant que nécessité pour le développement des sociétés démocratiques.**

Le rapport de la commission invitait les citoyens à devenir des partenaires à part entière afin de contribuer à augmenter le degré et la qualité de la représentation sociale dans la communication. Il est alors apparu que le principe dominant du NOMIC devait être celui de la réciprocité et de la symétrie entre tous les participants au processus démocratique et que **l'information devait être considérée comme un droit démocratique indispensable à l'exercice de la citoyenneté.**

Du « droit à l'information », on est venu à évoquer le « droit à la communication ».

(George, 2004)

1 INTRODUCTION : les « TIC » et la citoyenneté

En explorant la documentation sur les nouvelles formes d'exclusion sociale nous constatons que la fracture numérique est à l'ordre du jour de l'actualité depuis quelques années. Créatrices de liens sociaux et virtuels, outils pédagogiques par excellence, les Technologies de l'information et des communications « TIC » sont souvent perçues comme étant le problème et la solution. Selon les auteurs, les constats diffèrent : les TIC présentent de nombreux risques d'exclusion mais peuvent tout aussi bien favoriser la participation citoyenne à la vie démocratique. Elles sont présentées à la fois comme la source d'un nouveau type d'exclusion sociale et de solidarité citoyenne.

La controverse prend aussi forme sur le terrain et les tentatives pour contrer le développement inégal des TIC se multiplient. Un peu partout à travers le monde, des organisations et des groupes s'activent pour favoriser l'utilisation des technologies à des fins citoyennes. De nombreux projets impliquant les TIC ont été portés par des organismes communautaires et populaires, des groupes de femmes, d'économie sociale et d'éducation des adultes. Plusieurs considèrent qu'elles seraient à l'origine de nouvelles formes de solidarité citoyenne.

Ce sujet d'actualité a fait couler beaucoup d'encre et inspiré plusieurs auteurs. La collection documentaire du Centre sur ce sujet s'est considérablement enrichie ces dernières années. Afin de mieux saisir ce phénomène, mieux connaître le rôle et les usages des TIC dans nos milieux, nous avons exploré cette abondante documentation.

Nous avons étudié quelques ouvrages portant sur les TIC et la citoyenneté susceptibles d'améliorer nos interventions. Nous proposons donc une journée d'animation et de réflexion qui repose sur des documents traitant :

- des problèmes suscités par la société de l'information;
- des solutions possibles: un nouveau sens et de nouvelles formes de mobilisation;
- des défis que pose l'appropriation des TIC dans les groupes en action communautaire autonome; et
- des nouvelles formes de «praTIC» citoyennes.

En conclusion, nous proposons de créer des liens sociaux et virtuels pour comprendre et agir sur notre monde. Nous parcourons maintenant la province avec une sélection de ces documents et une journée d'animation pour discuter et réfléchir, avec vous, sur les usages des TIC à des fins citoyennes. À l'instar de Manuel Castells¹, nous affirmons que la fracture numérique n'est pas fatale, qu'à titre de citoyens nous avons le pouvoir et le devoir de corriger ses contours qui se dessinent et sa dynamique qui s'installe actuellement.

¹ Castells, Manuel (2001), *La galaxie Internet*, Paris : Éditions Fayard, p. 300.

La société de l'information n'est pas le fruit du destin et encore moins celui du hasard. Elle s'est construite sur des réseaux qui ont permis de mondialiser un nouveau mode de développement des sociétés, le **capitalisme informationnel**, dira Manuel Castells.

D'une conjoncture bipolaire, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, nous sommes passés à une **société en réseaux** devenue mondiale.

L'utopie néolibérale est la source de motivation des **«maîtres du monde»**, comme le dit si bien Jacques B. Gélinas, à user des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) pour bien asseoir leur pouvoir globalisé, partout sur la planète.

2 La société de l'information : un problème ?

Mais qu'est-ce donc que cette «Société de l'information»? C'est Daniel Bell qui est réputé avoir annoncé le premier la venue de la Société de l'information. Selon lui, elle se présente comme une société de services, post-industrielle, programmée, économique et politique est fondée sur la production, la gestion et les richesses en tant que ressources premières². Un premier sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) s'est tenu à Genève en 1996. Ce sommet mondial confirme en soi que la société de l'information est une préoccupation importante. Ceci dit, il s'agit bien d'une société de l'information et non pas celle de la production et de la diffusion de l'information.

Sommet mondial sur la société de l'information
Tunis 2005

Ainsi, il est déclaré que :

1. **Nous reconnaissons que la science** joue un rôle central dans le développement de la société de l'information. Bon nombre des éléments constitutifs de la société de l'information sont la conséquence des progrès scientifiques et techniques rendus possibles par la mise en œuvre des résultats de la recherche.

2. **Nous reconnaissons que l'éducation, le savoir, l'information et la communication** sont à la base de la société de l'information, de l'esprit d'entreprise et du bien-être de l'être humain. Par ailleurs, les TIC ont une incidence immense sur tous les aspects de notre vie. L'évolution de ces technologies crée des occasions nouvelles de parvenir à des niveaux de développement plus élevés. Leur capacité à réduire bon nombre d'obstacles classiques, notamment ceux que posent le temps et la distance, permet pour la première fois dans l'histoire de faire bénéficier de leur fruits des millions d'êtres humains dans toutes les régions du monde.

3. **Nous reconnaissons que la société de l'information** constitue un défi majeur. Nous proposons d'aborder les dimensions suivantes : la diffusion des technologies de l'information et des communications et l'idéologie néolibérale.

² Daniel Bell, *The Coming of Post-industrial Society. : A Venture in Social Forecasting*, New-York, Basic Books. La Société de l'information (2003) disponible en ligne à : <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>

Le capitalisme à l'Ouest et le communisme à l'Est

On peut affirmer alors que la Guerre froide, bien qu'elle ait commencée auparavant, débute plus fermement le 12 mai 1949 alors que le blocus est levé par l'opposition Américaine qui, depuis un an, menait un pont aérien pour ravitailler les Berlinoises en vivres et matériels. Ainsi, se pose les fondements de la séparation entre Berlin-Est et Berlin-Ouest.

L'Allemagne devient donc le lieu de la tension visible entre ces deux «superpuissances» qui sévit pendant 40 ans. Du côté Ouest, naît la RFA, la République fédérale d'Allemagne avec Bonn comme capitale. Son appartenance à l'Occident capitaliste s'intensifie et est même qualifiée de « miracle économique » : Elle le doit à plusieurs facteurs : l'aide du plan Marshall, la solidité du deutschemark, la forte concentration de l'industrie allemande, la qualité de ses produits, le dynamisme de ses exportations, la concertation entre patronat et syndicats. En 1960, la RFA s'affirme comme la deuxième puissance du monde capitaliste et la première de l'Europe des Six.

Du côté Est, prend forme la RDA, la République démocratique d'Allemagne avec Berlin-Est comme capitale. Tout au contraire de la RFA, les conditions économiques sont beaucoup plus ardues. Ce qui provoque une émigration massive des paysans vers la RFA. Par conséquent, l'URSS réagit et tente de sauver l'image de sa zone en réclamant la partie Ouest de Berlin. Mais, lors de la conférence de Moscou en 1960, les négociations ont échoué. L'URSS érige alors un mur entre les deux : «le mur de la honte», diront les Occidentaux.

2.1 De la guerre froide à la mondialisation du capitalisme



Il faut comprendre que les mobilisations ont longtemps été enracinées dans une dynamique à deux têtes, conjoncture dite «la guerre froide», où se confrontaient deux visions, deux superpuissances : le capitalisme à l'Ouest (représenté par les États-Unis et l'Angleterre) et le communisme à l'Est (représenté par l'URSS). Les grands conflits, les contestations sociales, se campaient dans l'une et l'autre de ces visions. Les espoirs, les rêves d'une société meilleure, les utopies y étaient puisées.

Mais les contradictions du régime soviétique ont compromis l'allégeance des pays de l'Est à l'URSS. Plusieurs révoltes se succèdent. Les conditions de vie et de travail se détériorent déplorablement chez les ouvriers. Or, la Chute du mur de Berlin en novembre 1989 est l'aboutissement de mobilisations contestataires contre l'emprise de l'Union soviétique sur les pays de l'Est. Le symbole mondial de cette grande tension Est-ouest, le mur de Berlin, n'est plus. Les régimes socialistes en sont durement ébranlés et du coup, les idéaux socialistes affaiblis. Mais ce qui est bien plus préoccupant, c'est que depuis, la porte soit grande ouverte à la pénétration du capitalisme et ce, à l'échelle mondiale.



Qu'est-ce qui a changé avec la chute du mur de Berlin?⁴ Ne voyons-nous pas maintenant des restaurants McDonalds à Moscou ? Quels Allemands de l'Est n'ont pas déjà vu les téléromans américains «Dynastie» ou bien «Dallas»? Il aurait pourtant été impensable que cela se produise à l'époque de l'Union soviétique :

En cohérence avec l'idéologie néolibérale, devenue dominante à l'échelle planétaire depuis la Chute du Mur de Berlin, ce démantèlement a eu pour conséquence l'abandon de la régulation des flux économiques à l'échelle mondiale, ce qui a favorisé une globalisation du capitalisme à l'ensemble de la planète.⁵

Depuis la chute du mur de Berlin, le capitalisme a radicalement transformé la géopolitique mondiale. Bien des intellectuels, tels Manuel Castells (1998)⁶, Jacques

⁴ BERGER, John (2003). «Ce qui a disparu avec le mur», dans la revue *Manière de voir- Le Monde diplomatique*, Août-septembre : 82-85.

⁵ PROULX, 2002 : 15.

⁶ CASTELLS, Manuel (1998). «La société en réseaux», in *L'ère de l'information*, tome 1, Fayard, 613 p.

NÉO-LIBÉRALISME :

Le credo du néolibéralisme se résume en trois articles :

«1. Je crois en la propriété privée et dans l'appropriation illimitée de la richesse par les transnationales et leurs dirigeants ;

2. Je crois en les lois du marché comme mécanisme supérieur de distribution optimale des ressources, des richesses et des revenus ;

3. Je crois en le libre-échange et le commerce comme systèmes par excellence de prospérité et d'enrichissement des peuples et des individus.

Le néolibéralisme est une idéologie très astucieuse, car elle joue avec l'idée de liberté reconnue de tout temps comme le bien primordial, celui qui permet de jouir de tous les autres biens.

Le piège réside dans le fait qu'il s'agit de la liberté du plus gros, du plus rusé et du plus agressif, tous ces qualificatifs étant vus comme des vertus cardinales par les idéologues de la globalisation»

(Gélinas, 2000 :47).

B. Gélinas (2000)⁷ ou Ricardo Petrella (1999)⁸, pensent que le capitalisme a subi une sérieuse mutation pour prendre le virage néolibéral :

Le capitalisme connaît une restructuration totale, caractérisée par : une gestion plus souple ; la décentralisation et la mise en réseau d'entreprises, tant en leur sein propre que dans leurs relations avec d'autres firmes ; une emprise considérable du capital sur le travail, avec le déclin concomitant de l'influence du mouvement ouvrier ; l'individualisation et la diversification croissantes des relations de travail ; l'enrôlement massif des femmes dans le salariat, à des conditions généralement discriminatoires ; l'intervention de l'État pour déréguler sélectivement les marchés et démanteler l'État providence, avec une intensité et des orientations variant dans chaque société selon la nature des forces et des institutions politiques en présence ; l'accélération de la concurrence économique mondiale, tandis que se diversifient de plus en plus les cadres géographiques et culturels où s'accumule et se gère le capital.⁹

Pour les néolibéraux, il s'agit bien de cela. Leur société idéale est une société de marché, sans règle, avec un État minimal pour maximiser le pouvoir des entreprises puis décourager la participation politique pour laisser libre court aux actions du marché économique¹⁰.

Mais comment donc le capitalisme a-t-il pu se «mondialiser» ? Nous verrons dans la prochaine section que la clé de la réponse se trouve dans le développement de nouvelles technologies, les TIC.



⁷ GÉLINAS, Jacques B. (2000). *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Éditions Écosociété, 340 p.

⁸ PETRELLA, Ricardo (1999). *Les pièges de la mondialisation : justification économique et illusion politique*, conférence donnée à l'UQO, services des liaisons internationales, vidéocassette VHS, 80 min.

⁹ CASTELLS, 1998 : 22.

¹⁰ BERNARD, Michel (1997). *L'utopie néolibérale*, édité en collaboration entre L'Aut'Journal et la Chaire d'études socioéconomique de l'UQAM, 318 p.

Les Hackers

L'histoire de la communautaire est à l'origine marquée par le mouvement des *Hackers*. C'est le besoin de communiquer sans passer par ARPANET, réseau réservé à l'élite, qui a poussé des étudiants en 1978 à développer des alternatives initiant ainsi «un processus parallèle d'interconnexion des réseaux [...] reposant sur la coopération anarchiste de milliers de centres informatiques dans le monde».

(Lévy, 1995 : 8)

On leur doit maintenant le modem et les forums de discussion, Usenet. La télématique prend ainsi son envol avec un vent de contre-culture de l'ordinateur, héritière des mouvements des plus libertaires et utopiques des années 1960, qu'on connaît sous le nom «Hackers» jusqu'à ce que le mot prenne une connotation négative

(Castells, 1998: 400)

Ce fait historique, de tension entre les usagers et les producteurs, démontre qu'il s'agit là de la possibilité «d'un véritable détournement du média par les usagers qui offrent des résistances à certains systèmes et qui adoptent des pratiques quasi subversives».

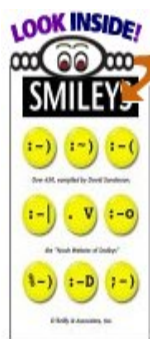
(Harvey, 1995 :23)

2.2 De l'informatisation au cyberspace : le phénomène Internet¹¹



Manchester Mark I: Premier ordinateur électronique à programmes enregistrés - 1948¹²

Qui se souvient des cartes à trous ? Vous riez ! Cela vous semble être un épisode tellement ancien qu'il est en noir et blanc dans votre esprit ou peut-être êtes-vous de la génération qui n'en a jamais vu puisque vous êtes née après 1980 !



http://www.amazon.com/gp/reader/1565920414/ref=sib_dp_pt/102-9972806-9199321-reader-link



En trente ans, «Puces», «hypertexte», «smileys», «navigation», «virtualité», «clic», «souris», «signets», «lien», «cookies», «chat», «site», ... sont pourtant tous des mots que l'on a ajouté à notre vocabulaire. Lorsqu'on écrit en majuscule, on comprend que l'on CRIE. On écrit même des émotions :o) des clins d'œil ;o) ou des grimaces :oP

Il est devenu «normal» de demander l'adresse courriel à un parent, un ami, un collègue. Par réflexe, nous interrogeons maintenant un site Web afin de connaître la dernière recette de Josée Distasio ou du dynamique Ricardo, ou pour être au fait des conditions routières ou météorologiques. On «chat» avec des inconnus, on joue aux cartes en réseau, on se rince même l'œil !

Quand on s'y arrête, on constate que des changements majeurs se sont produits avec l'arrivée d'Internet. Nous convenons tous et toutes que les nouvelles technologies, les ordinateurs et Internet, sont maintenant partout présentes et là pour rester. Que s'est-il passé ?

Internet a été conçu dans les années 1960 au département militaire américain des projets avancés mieux connu sous le nom DARPA *Advanced Research Project Agency*. Deux motivations auraient justifié ce projet de recherche. D'une part, la Rand Corporation s'ingéniait à concevoir un réseau de communication qui pourrait échapper à une attaque nucléaire dans le contexte de Guerre Froide. D'autre part,

¹¹ GUÉDON, Jean-Claude (2000). *Internet : le monde en réseau*, Paris : Découvertes Gallimard, 128 p. ; HARVEY, Pierre-Léonard (1995). *Cyberspace et communautaire : appropriation, réseaux, groupes virtuels*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 239 p.

¹²GUILLIER, François (1996-2003). *Histoire de l'informatique*. Disponible en ligne à : <http://www.histoire-informatique.org/> (page consultée en décembre 2003).

Le logiciel libre :

«À côté de la Toile, les fonctions de communication d'Internet demeurent très vivaces. Le courrier électronique constitue toujours une des utilisations majeures de l'Internet. (...) De nouvelles habitudes se développent et la quête de solutions à toutes sortes de problèmes peut s'élargir. Au-delà des collègues et amis habituels, on peut désormais tenter de s'appuyer sur des intéressés lointains, qui, interpellés à travers les bons forums, répondent, ô surprise !, avec souvent d'heureux résultats.

Certes, l'intelligence s'est distribuée dès l'invention de la parole, mais elle trouve là un amplificateur dont les conséquences sont incalculables. L'Internet permet d'imaginer une pratique synthétique de l'art de la diaspora. Le phénomène Linux, ce système d'exploitation libre, n'aurait pu exister sans l'apparition de ces nouvelles communautés aux enjeux tellement divers»

(Guédon, 1996 :62,63)

le ministère de la Défense américaine cherchait une solution aux coûts faramineux des monstrueux ordinateurs d'alors. Faut-il le rappeler, les ordinateurs pouvaient couvrir des salles entières de ces agences. Il serait alors heureux de pouvoir relier les ordinateurs entre eux pour faciliter leur utilisation. Il semble d'ailleurs que la première liaison entre deux ordinateurs se soit produite en 1969 entre l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) et le Stanford Research Institute (SRI). Après quelques années de gestation, ARPANET naît en 1974 de parents militaires, universitaires et de programmeurs analystes de compagnies privées. Mais Vint Cerf et Robert Kahn sont réputés être les pères légitimes d'Internet en publiant les premiers sur le protocole de transmission TCP/IP qui peut se traduire par «langage commun» en informatique.

Aussi, Internet n'aurait pu voir le jour sans des conditions matérielles particulières. Premièrement, le format des ordinateurs s'est considérablement réduit au début des années 1970, si bien que l'on parle dorénavant de mini-ordinateurs. Ils peuvent maintenant être achetés par les universités et la plupart des compagnies. Deuxièmement, une myriade d'informaticiens passionnés se sont partagé leurs trouvailles par un système qui «favorise le travail en équipe et la mise en circulation des idées et réalisations des membres d'un même groupe»¹³. Il s'agit de UNIX. C'est cette expérience qui nous fait maintenant parler d'intelligence collective c.-à-d. que plusieurs programmeurs peuvent contribuer au développement d'une même technologie et ce, de façon indépendante. Les volontaires sont mis à contribution et le matériel évolue librement. Émergent alors de nouveaux sites Web, de nouveaux logiciels, de nouveaux outils de communication comme les *e-mail* puis les babillards électroniques.



élan.

En 1991, Linus Torvalds est certainement le programmeur le plus connu puisque c'est à lui que l'on doit le système **LINUX**, le fameux logiciel libre. «Jeune étudiant finlandais, Linus Torvalds, en 1991, rêve de pouvoir utiliser le système Unix sur son ordinateur personnel. Sans soutien, il décide de créer un embryon de système d'exploitation et (...) de le donner pour le faire croître»¹⁴. **La pensée en réseaux** vient de prendre son



C'est cette même pensée en réseau qui permet à Peter Deutsch et Alan Emtage de l'Université McGill (Hé oui !) d'inventer le premier moteur de recherche¹⁵ ARCHIE, l'outil de recherche global, sur ce qui est maintenant convenu d'appeler la «Toile». Or, cette Toile n'est nulle autre que le WWW, le Word Wide Web, tel qu'on le connaît depuis 1994. La construction de cette toile ravive alors un vieux rêve déjà formulé par un certain McLuhan (entre autres), celui

¹³ GUÉDON, 1996 : 36.

¹⁴ GUÉDON, 1996 : 62, 63.

¹⁵GUÉDON 2000 ; MATTELART, 2001. Bien que très peu d'entre nous se rappellent ce qu'est ARCHIE, nous connaissons mieux ses descendants Google, Yahoo, Altavista, etc.

McLuhan, prophète des temps modernes :

«Sociologue canadien, Herbert Marshall McLuhan s'intéresse aux techniques modernes de diffusion et à leur incidence sur la société. Figure médiatique des années 1960 et 1970, il acquiert une renommée internationale pour ses travaux sur la communication de masse. Son analyse des médias, révolutionnaire pour l'époque, fait de lui l'un des grands penseurs du XXe siècle.»

(Site de Radio-Canada : http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-18-323-1679/personnalites/marshall_mcluhan/clip7)

L'intelligence collective :

On appelle « intelligence collective » la capacité des collectivités humaines de coopérer sur le plan intellectuel pour créer, innover, inventer. Dans la mesure où notre société devient de plus en plus dépendante du savoir, cette faculté collective prend une importance fondamentale. Il est essentiel de comprendre, notamment, comment les processus d'intelligence collective peuvent être multipliés par les réseaux numériques : c'est une des clés du succès des sociétés modernes.

Pierre Lévy, 1995

du «village global»¹⁶. La Toile évoque donc la possibilité d'une bibliothèque mondiale où pourraient converger tous les savoirs. La mémoire humaine serait dorénavant centralisée. Tous et toutes pourraient maintenant accéder à cette bibliothèque universelle. Certains auteurs appellent cet idéal « le village global », d'autres « la conscience planétaire ». Mais tous font référence à un vaste réservoir du savoir de l'humanité. La conscience planétaire « serait alors produite à travers les millions de transactions effectuées dans cette noosphère électronique et informatique », développant ainsi les communautés virtuelles¹⁷. L'un des plus célèbres penseurs de la conscience planétaire, **McLuhan**, postulait¹⁸ :

[...] en raison des communications électroniques omniprésentes et instantanées, les vies quotidiennes des individus solitaires seraient dorénavant enchevêtrées. De plus, ces interconnexions multiples engendreraient une conscience planétaire, une conscience globale qui retrouverait (...) une dimension émotive primitive. Ainsi, dans certains moments extraordinaires, les humains du monde entier pourraient partager instantanément les mêmes émotions, respirer collectivement au même rythme, prendre part à la même solidarité planétaire.¹⁹

Sur cette même envolée, le philosophe Pierre Lévy²⁰ a développé tout un programme de recherche sur les potentialités de **l'intelligence collective**²¹ : «Disons que le langage oral porte l'intelligence collective de la tribu, que l'écriture porte l'intelligence collective de la ville, et que le futur Web sémantique exprimera l'intelligence collective de l'humanité mondialisée interconnectée dans le cyberspace».

Voilà donc le grand rêve du cyberspace ! **Le cyberspace** peut être conçu «comme une forme de communauté, voire une immense ressource communautaire. Internet, loin d'être un univers froid et déshumanisé, serait alors un véritable moteur de rapprochement, une zone d'échange très investie, un voisinage délocalisé et pourtant fondateur de lien social, une communauté virtuelle et pourtant bien réelle, le «wired neighborhood»²². La clef de l'utilisation du cyberspace est donc l'interaction, dira le psychologue et chercheur, Mario Poirier.

¹⁶ MATTELART, Armand (2001). *Histoire de la société de l'information*, Collection « Repères », Paris : Éditions La Découverte, 124 p.

¹⁷PROULX, Serge (2002). « Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale » dans Jauréguiberry, Francis et Serge Proulx, *Internet, nouvel espace citoyen ?*, Collection Logiques sociales », Paris : Éditions L'Harmattan, p. 19- 20.

¹⁸ Pour en savoir plus sur McLuhan, voir le site de Radio-Canada «McLuhan, prophète des temps modernes», disponible en ligne à : http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-18-323/personnalites/marshall_mcluhan/

¹⁹ PROULX, Serge, 2002 : 19, 20.

²⁰Descriptif de la Chaire de recherche du Canada sur l'intelligence collective disponible en ligne à : http://www.chairs.gc.ca/web/chairholders/viewprofile_f.asp?ID=584

²¹LEVY, Pierre (1995). *L'intelligence collective: pour une anthropologie du cyberspace*, Paris : Éditions La Découverte, 244 p.

²² POIRIER, Mario et Alexandre SIMARD (2002). «La cyberrelation : du virtuel au présentiel», dans LAJOIE, J. et GUICHARD, E. (éd.). *Odyssée Internet : enjeux sociaux*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 145.

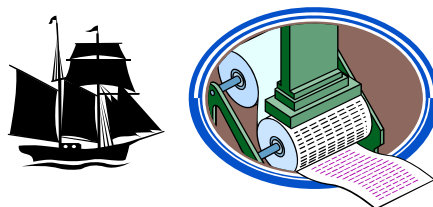
2.3 La mondialisation par la technique et les réseaux

Dans tout ce contexte de mondialisation, nous pouvons avoir l'impression que les humains sont plus que jamais capables de communiquer entre eux, entre nous. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et des communications, nous avons la possibilité de joindre une personne en tout temps et où qu'elle soit : un employeur peut joindre une employée « sur appel » lorsqu'il en a besoin ; une femme qui revient du travail peut téléphoner son à conjoint pour l'avertir qu'elle arrive à destination dans un délai de 5 minutes ; de nouveaux et heureux parents peuvent envoyer les images des premiers pas de leur poupon à leur parenté vivant à l'étranger ; nous pouvons nous faire de nouveaux amis à l'autre bout de la planète sur une liste de discussion sur Internet, un « chat », sans jamais les rencontrer en personne ; dans nos groupes communautaires, il est dorénavant plus facile de communiquer avec notre regroupement national situé à des centaines de kilomètres.

Les exemples ne manquent pas !



L'explosion de la communication est basée sur le développement de nouvelles technologies, les TIC. D'ailleurs, de tout temps, la **technique** joue un rôle central dans le développement des sociétés : le feu, la roue, l'alphabet, l'imprimerie, les techniques de navigation, l'informatisation, les télécommunications, ... pour ne nommer que ces exemples²³.

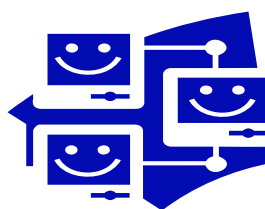


Dans le cas qui nous occupe, les TIC semblent être l'accélérateur du processus de mondialisation. En d'autres termes, le phénomène Internet serait le système neurologique de la mondialisation que nous « réseaux ». Par réseaux, nous appelons la dimension matérielle de la mondialisation, la mondialisation de l'économie néo-libérale en particulier :



Un réseau est un ensemble de nœuds interconnectés. Un nœud est un point d'intersection d'une courbe par elle-même. La réalité d'un nœud dépend du type de réseau auquel il appartient.²⁴

forme de nos typologie des identifier au moins financiers globaux, trafic de drogue, le Comme les



Les réseaux matérialisent la nouvelle sociétés, la mondialisation. Une réseaux pourrait nous aider à quatre modèles : le réseau des flux le réseau politique, le réseau du réseau global du nouveau média. réseaux sont multiples, ils ont des

CYBERPROMÉTHÉE ou l'instinct de puissance à l'âge du numérique.

«Eschyle, dans son œuvre la plus connue, Prométhée enchaîné, nous décrit l'homme impotent face au monde ancien. Et il met en scène celui qui, en lui donnant la maîtrise du feu, lui permet de dépasser cette condition primitive. Le feu est en effet l'équivalent de l'éclair, l'attribut de Zeus. Et il représente la création industrielle, celle de l'Homo faber. (...) l'instinct de puissance, que nous appelons Prométhée.

Titan, cousin de Zeus, Prométhée, le prévoyant (prometheos), est réputé avoir créé les premiers hommes. (...) Le feu, que Prométhée déroba à Zeus pour se venger de lui, c'est évidemment non seulement l'énergie créatrice qui permettra le développement de l'Homo faber mais c'est aussi le symbole de son pouvoir divin (...) Le mythe de Prométhée raconte l'histoire spécifique de l'éveil de la conscience. Le feu n'est pas seulement la puissance qui assouvit des besoins matériels et permet l'artisanat ; c'est aussi le symbole de la divinité et de l'immortalité de l'esprit. (...)

Le mythe de Prométhée, c'est donc le mythe de l'humanité elle-même, qui entre en compétition avec Dieu en lui dérobant le feu, trompe Dieu, est punie, enchaînée, puis libérée par des demi-dieux qui lui permettent d'accéder elle-même à la divinité, à la toute-puissance et à l'immortalité. Le mythe de Prométhée prophétise notre accomplissement imaginaire».

(Fischer, 2003)

²³ Attali, 1991; Harvey, 1995; Castells, 1998; Mattelart, 2001; Proulx, 2002²³; Lajoie et Guichard, 2002; Fischer, 2003.
²⁴ *Ibid.*: 526.

Les politiques commerciales de l'OMC et les femmes :

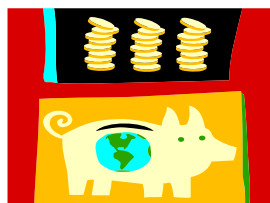
La mondialisation économique et les politiques commerciales affectent les hommes et les femmes dans toutes les sociétés mais de façon différente et inégale en fonction du rôle et de la mission spécifique attribués aux uns et aux autres dans le système actuel de production économique et de reproduction sociale. Nous considérons donc qu'il importe d'analyser les processus économiques en tenant compte de ces différences et inégalités pour les dénoncer et travailler à leur élimination. Nous considérons qu'il est important d'exiger « **qu'il soit assuré que les politiques nationales associées aux accords régionaux et internationaux n'ont pas d'effet négatif sur les activités économiques, nouvelles et traditionnelles, des femmes...** », tel qu'il est stipulé dans la Plate-forme de Beijing (1995).

Huit ans après Beijing, nous : les femmes du monde nous constatons que nous sommes plus pauvres, plus souvent victimes de violence et plus éloignées des véritables lieux de pouvoir. L'OMC est une puissante organisation internationale qui met en oeuvre de telles politiques commerciales et qui a comme objectif déclaré de réduire le pouvoir de l'État et de promouvoir la circulation la plus « libre » possible des biens et services dans toute la planète.

De plus, les pays développés et les sociétés multinationales dominent les négociations de l'OMC et exercent des pressions sur les gouvernements pour obtenir que les accords négociés mettent leurs intérêts avant tout autre intérêt. L'OMC ne fait qu'aggraver les inégalités entre pays du Nord et du Sud, entre classes, races et ethnies et entre femmes et hommes. **L'équité de sexe n'existe pas à l'OMC!**

(Extrait de Marche mondiale des femmes, « La bourse ET la vie », la logique de l'Organisation Mondiale du Commerce. En ligne à : <http://www.fjq.qc.ca/marche2000/fr/canum2003.html>)

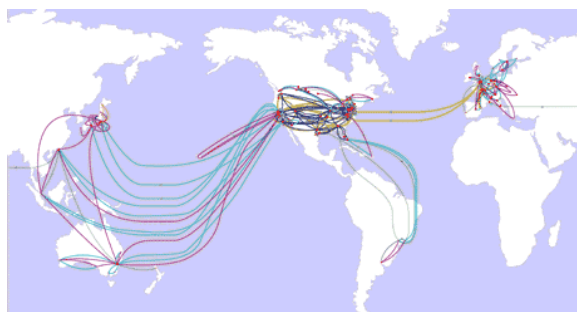
relais, les commutateurs. Et ceux qui contrôlent les commutateurs, c.-à-d. ce qui connecte les réseaux entre eux, ont le pouvoir d'orienter les processus de production, d'expérience, de pouvoir et de culture»²⁵. Sans détailler chacun d'eux, donnons quelques exemples de la façon dont les réseaux matérialisent le pouvoir dans la globalisation.



D'abord, le changement organisationnel des **entreprises en réseaux**, les petites comme les grandes, est de plus en plus visible dans les années 1990. Il est né du besoin d'accroître leur adaptabilité c.-à-d. de faire face à un environnement opérationnel en constante évolution²⁶. Les réseaux deviennent la solution menant à l'existence d'une «matrice commune de formes organisationnelles dans les processus de production, de consommation et de distribution»²⁷. L'économie mondiale est nouvelle en ce qu'elle est forgée par ces «structures ouvertes, [les réseaux], susceptibles de s'étendre à l'infini, intégrant des nœuds nouveaux en tant qu'ils sont capables de communiquer au sein du réseau, autrement dit, qui partagent les mêmes codes de communication»²⁸.



Par la notion de «réseaux», on conçoit alors mieux que le capitalisme soit dans une nouvelle phase de développement reposant sur l'innovation, la globalisation et la concentration décentralisée²⁹. Cette restructuration capitaliste aurait alors deux traits distinctifs nouveaux : sa globalité et l'importance du réseau de **flux financiers**. Les flux financiers permettent de naviguer dans l'espace intemporel, voire même virtuel. Mais l'accumulation et la multiplication du capital sur les marchés globaux est pourtant bien réelle : on fait de l'argent avec de l'argent ! Voilà un phénomène nouveau : un «métaréseau» de flux financiers, dira Manuel Castells. En ce sens, on comprend mieux comment certains accroissent leur pouvoir global c.-à-d. en contrôlant les commutateurs qui lient les réseaux des médias, des TIC et des flux financiers.



La dimension économique de la conjoncture mondiale est liée à la fois aux stratégies capitalistes et aussi aux conditions matérielles qui les supportent c'est-à-dire les réseaux d'information et de communication. Cette nouvelle morphologie sociale que l'on observe dans les années

²⁵ *ibid*, 525

²⁶ CASTELLS, 1998 : 205.

²⁷ *ibid*. : 186.

²⁸ *ibid* :526

²⁹ *ibid*. : 527

MONDIALISATION

«Confondre mondialisation et globalisation, c'est les faire remonter toutes deux à la « découverte » de l'Amérique et passer à côté de ce qui confère à la globalisation son caractère spécifique : la réorganisation managériale et globalitaire du monde.

Mondialisation et globalisation sont deux concepts distincts qui désignent deux réalités apparentées, mais différentes.

La mondialisation des moyens de communication, par exemple, ne peut être en soi que bienfaitrice pour l'humanité, qui peut ainsi échanger du savoir, des techniques et des valeurs.

Par contre, **leur globalisation** entraîne la concentration et le contrôle de l'information dans les mains de quelques dirigeants de firmes transnationales.»

(Gélinas, 2000 : 49, 50).

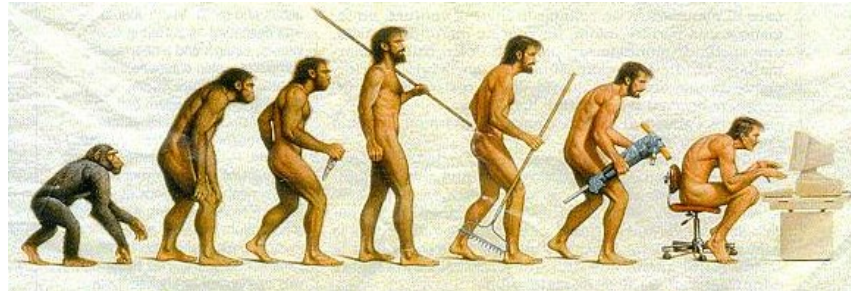
1990, nous l'appelons la « société en réseaux ». D'une conjoncture binaire de la guerre froide, se dessine dorénavant une société mondialisée en réseaux.

2.4 De la mondialisation à la globalisation de l'utopie néolibérale³⁰

Est-ce que la technique est neutre ?

On serait tenté de mener un débat à l'effet de déterminer, une fois pour toute, si la technique est « bonne ou mauvaise ». La croyance populaire, c'est-à-dire le réflexe de plusieurs personnes, est de se demander si nous sommes « pour » ou « contre » la technique : les machines ont remplacé les ouvriers et ils se sont appauvris par des vagues de perte d'emploi massives ; les enfants sont rivés à leurs jeux vidéos et ne vont plus jouer dehors ce qui entraîne plus d'obésité ; l'entrée d'Internet dans nos maisons facilite le développement de l'industrie pornographique ; etc.

Or, nous pensons qu'il serait plus sage de se demander « **Pourquoi utilisons-nous la technique ? À quelle fin utilisons-nous la technique ?** »



Derrière les apparences, la Société de l'information, se cache une définition controversée, celle de la **neutralité de l'innovation technologique** : « la société de l'information est la première où la technologie n'est plus étroitement associée à des valeurs culturelles et à des conceptions idéologiques du pouvoir et de la société » écrivait avec une certaine ironie, Alain Touraine³¹. Il ne faut pas s'y tromper :

Certes, l'organisation sociale en réseaux a existé à d'autres époques et en d'autres lieux ; ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que le nouveau paradigme des technologies de l'information fournit les bases matérielles de son extension à la structure sociale tout entière. De surcroît, le pouvoir des flux prend le pas sur les flux de pouvoir. La présence ou l'absence dans le réseau et la dynamique de chaque réseau par rapport aux autres sont les sources essentielles de la domination et du changement dans la société en réseaux, dans la mesure où la morphologie sociale l'emporte sur l'action sociale³².

Retenons que de l'avis de plusieurs auteurs, **il faut aborder le phénomène Internet en préservant une certaine distance avec l'idée miroitante du progrès**, d'une part, avec ouverture c.-à-d. en y reconnaissant la « complexité » et

³⁰ FISCHER, Hervé (2003). *Cyberprométhée : l'instinct de puissance à l'âge du numérique*, Montréal : VLB éditeur, Collection « Gestations », 355 p.

³¹ TOURAINE in CASTELLS, 1998 : 8.

³² CASTELLS, 1998 : 525.

«l'indéterminé» pour comprendre les aspects sociaux et culturels de son impact sociétal, d'autre part :

GLOBALISATION :

«... la globalisation est la gouverne du monde par de puissants intérêts économiques supraétatiques (...) la globalisation est une variante du système capitaliste, devenu paranoïaque (...) La globalisation est aussi un **processus**, c'est-à-dire une suite ordonnée d'opérations visant un résultat déterminé. Un processus d'intégration globale et d'expansion planétaire. (...) La globalisation c'est aussi un **discours**, un système de rationalisation et d'explication du monde. En ce sens, c'est une **idéologie**, c'est-à-dire un ensemble cohérent de croyances, de convictions et d'idées qui détermine la nature de la vérité dans une société donnée. (...) L'idéologie de la globalisation se confond en gros avec le credo du néolibéralisme...»

(Gélinas, 2000 : 42-47).

Selon un membre éminent de l'élite globale, Robert J. Shiller, président de la transnationale de l'électronique ABB : «Je définirais la globalisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales»
(Gélinas, 2000 :43).

Peut-on dire que la technologie Internet constitue l'élément moteur du vaste mouvement de changements sociohistoriques que nous traversons pendant ces décennies comme sociétés et peut-être même comme civilisation? Ce serait trop simple. (...) On sait que l'innovation technique doit résonner à un contexte de société pour être retenue comme facteur déterminant de changement; en même temps, l'innovation technique ne fait souvent qu'amplifier des caractéristiques ou des aspects du contexte social et culturel déjà existants. (...) Le phénomène Internet est très important, inédit, et exprime un étonnant mouvement de transformations sociales et culturelles autour de l'idée de mise en réseaux. À la manière du mouvement d'informatisation³³ sociale, Internet influe sur toutes les sphères de l'organisation sociale.³⁴

Donc, bien que la globalisation soit rendue possible par les technologies de l'information et de communication, nous ne pouvons passer sous silence le fait qu'elle est la résultante de l'action humaine et de sa rationalité. **La société de l'information n'est pas le fruit du développement technologique mais bien l'actualisation matérielle d'une utopie, celle de la cité mondiale réticulaire c.-à-d. la société en réseaux :**

Cette évolution vers des formes de gestion et de production en réseau n'implique pas pour autant la fin du capitalisme. La société en réseaux, dans ses diverses expressions institutionnelles, demeure pour le moment, capitaliste. De surcroît, pour la première fois de l'histoire, le mode capitaliste de production détermine les relations sociales sur la planète tout entière.³⁵

Aussi, il est intéressant de relever que ce même principe se retrouve dans la déclaration de principes du premier Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) :

Nous sommes conscients que les TIC devraient être considérées comme un moyen, et non comme une fin en soi. Dans des conditions favorables, elles peuvent être un puissant outil, accroissant la productivité, stimulant la croissance économique, favorisant la création d'emplois et l'employabilité et améliorant la qualité de vie de tous. Elles peuvent par ailleurs

³³ Par informatisation, Serge Proulx (2002) entend qu'elle «signifie une réorganisation en profondeur du mode de production et du mode de consommation qui s'opère sous l'effet combiné d'une transformation de l'organisation du travail et du système de distribution des biens et services, d'une part, et d'une nouvelle vague d'automatisation des activités humaines au moyen des machines informationnelles et communicationnelles, d'autre part». Pour aller plus loin sur le thème de l'informatisation sociale : KLING, R., CRAWFORD, H., ROSENBAUM, H., SAWYER, S. et WEISBAND, S. (2000). *Learning from Social Informatics : Information and Communication Technologies in Human Contexts*, rapport du Centre pour l'informatisation sociale, Université d'Indiana, 204 p.

³⁴ PROULX, 2002 :22, 23.

³⁵ CASTELLS, 1998 : 527.

contribuer au dialogue entre les personnes, les nations et les civilisations.

Nous n'insisterons jamais assez sur le fait que la globalisation des marchés est le fruit de l'action humaine qui opte pour la déréglementation d'une libre circulation des biens et des services, pour la réduction et l'affaiblissement des États, provoquant consciemment l'appauvrissement de la grande majorité des populations, la marginalisation, bref **l'exclusion sociale**.

Que veut dire vivre l'exclusion ?

«Vivre l'exclusion, c'est en venir à n'avoir pas de travail, très peu de réseaux sociaux, avoir peu d'information, perdre son estime de soi et son identité, ne plus avoir de sentiment d'appartenance ou presque, se sentir seul. C'est avoir l'impression que si on n'existait pas, cela ne changerait rien. Le monde poursuivrait sa route sans même se rendre compte de sa disparition. (...)

Pourquoi être citoyenNE d'une société qui ne me reconnaît pas, qui fait comme si j'étais inutile»
(St-Germain, 2002 :12)

Du village global au marché global : le triple rôle des TIC

Vanter le village global, c'est un geste d'imposture : «La vérité, c'est que la globalisation (...) ne mène nullement à un village, mais à un marché. Un marché globalisateur qui occupe toute la place dans ce supposé village. (...) Je pense que ce qu'il y a de plus pernicieux dans les accords de libre-échange, c'est une omission : ils ont omis de tracer des limites à la place du marché. En conséquence, le marché global envahit tout. Il dicte sa loi partout. Il est partout. C'est ce qui rend si décevant le marché global : son caractère envahissant. Il avance, détruisant sur son passage tout ce qui devait l'entourer, le limiter, le circonscire.»³⁶

Néanmoins, les médias et les TIC constituent pour la majorité des auteurs une infrastructure essentielle à la mondialisation. Serge Proulx³⁷ l'explique par la triple évolution de ces techniques : la numérisation des signaux; la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel; et, l'émergence et la dissémination des dispositifs d'interactivité tant au niveau de la production-crédation des contenus qu'à celui du design des interfaces (humain/ordinateurs)³⁸.

Ce même auteur affirme que les médias et les TIC ont un **triple rôle dans le processus de mondialisation**.

- Premièrement, ils constituent un mécanisme essentiel de la **mondialisation économique** c.-à-d. qu'ils jouent un rôle fondamental dans les processus d'échange instantané et de diffusion planétaire en temps réel des données économiques et de la monnaie électronique qui assurent le fonctionnement quotidien des transnationales, la construction de l'interdépendance économique entre les États et la globalisation financière entre les différentes régions de la planète. «L'économie-monde» d'aujourd'hui est devenue «l'économie capitaliste globalisée»;
- Deuxièmement, les médias en tant que véhicules de contenus jouent un **rôle capital dans la promotion de l'idéologie libérale globalitaire** à partir des foyers privilégiés de diffusion que constituent d'une part, les grands États dominants de la Triade (Union européenne, Amérique du Nord et Asie) et, d'autre part, les grandes entreprises transnationales;
- Troisièmement, l'hypothèse selon laquelle les nouveaux réseaux de communication participent à l'invention possible de **nouvelles formes de solidarité citoyenne**. Donc un rôle «politiquement vital» que les nouveaux

³⁶ Extrait d'une communication de Mme Nettie Wiebe devant le comité d'action nationale sur le statut de la femme, 11 décembre 1998 et citée par GÉLINAS, 2000 : 45.

³⁷ Nous aimerions porter à votre attention l'importante contribution des publications francophones et québécoises de M. Serge Proulx sur les aspects sociaux d'Internet. Il est actuellement professeur et chercheur au département de communication à l'Université du Québec à Montréal. C'est donc sans surprise que nous le citons fréquemment.

³⁸ PROULX, 2002 : 16.

Créer des liens sociaux :

Du côté du manuel le plus utilisé dans nos unités de formation en travail social du Québec, Pratique de l'action communautaire, la **mobilisation** «vise à susciter l'engagement de personnes touchées par un problème social ou partageant un même besoin, autour d'un projet d'action visant à résoudre ce problème ou à satisfaire ce besoin»
(Lamoureux et al, 2000 :216).

Deux éléments de cette définition méritent des précisions. La mobilisation est produite par ceux et celles qui vivent la situation problème.

En l'occurrence, selon l'angle d'analyse que l'on fait du problème social, ce sont les personnes opprimées, marginalisées, exclues, des personnes ayant des droits de citoyens et de citoyennes. Puis, la mobilisation vise à modifier, transformer, améliorer les conditions de vie et/ou la qualité de vie de ceux-ci et par ceux-ci. Somme toute, la mobilisation est une forme d'expression de la solidarité sociale parfois modeste et discrète tantôt visible sur la scène publique ou même à grand déploiement : «La mobilisation offre donc la possibilité d'élargir le sens que l'on donne généralement à la vie démocratique en affirmant la souveraineté du citoyen en tout temps, et non seulement lorsqu'il dépose son bulletin de vote»

(Lamoureux et al, 2002)

réseaux numériques (et en particulier, les dispositifs, protocoles et réseaux réunis sous l'appellation Internet) peuvent jouer dans la dynamique de développement des forces sociales du changement³⁹.

Cela dit, voilà comment la technique a permis l'explosion de la communication et ainsi donner un élan à la fois économique, social et politique à la mondialisation. Mais ne soyons pas dupes ! Les TIC ont aussi permis d'étendre l'emprise néolibérale à l'échelle de la planète. Et la globalisation ne semble pas rapprocher les humains entre eux malgré les apparences. Les TIC sont aussi un nouveau facteur d'exclusion sociale.

2.5 Pourquoi créer des liens sociaux ?

Le discours dominant met de l'avant le rêve miroitant du village global où tous les humains peuvent facilement communiquer et être liés entre eux. Pourtant, la réalité est toute autre. Les personnes qui correspondent aux critères suivants risquent d'être exclus de la société : jeune, faible scolarité, emplois précaires, femmes, monoparentalité, vivre seule, être âgé de plus de 45 ans :

Cette pauvreté se fonde non seulement sur l'absence de biens et de services essentiels, mais sur l'incapacité croissante d'un nombre important de personnes à avoir accès au modèle néolibéral du bonheur. La pauvreté prend corps dans la maladie, dans l'absence de formation scolaire et professionnelle qualifiante, dans la vulnérabilité de l'emploi à cause d'une économie qui se globalise, dans la réduction des politiques sociales et dans la précarité sous toutes ses formes. Ceux et celles que l'on qualifiait de «nouveaux pauvres» il y a quelques années constituent aujourd'hui une fraction importante de la population⁴⁰.

L'idéologie néolibérale opte pour la **déresponsabilisation sociale des États**. Concrètement, les programmes sociaux s'effritent, la pauvreté et l'exclusion sont le lot d'une fraction non négligeable de la population :

Importante en elle-même, cette pauvreté s'accroît sous l'impact d'une responsabilisation accrue des familles et des individus laissés de plus en plus à eux-mêmes par un État qui recentre sa providence en fonction des besoins des entreprises⁴¹.

Tel que mentionné dans la journée d'animation 2002 du CDÉACF *Créer des liens pour contrer l'exclusion*⁴², rappelons que l'**exclusion sociale**⁴³ «désigne tout individu ou groupe d'individus mis à part, en dehors du courant majoritaire».

³⁹ JAURÉGUIBERRY, Francis et Serge PROULX (éd.) (2002). *Internet, nouvel espace citoyen ?*, Collection «Logiques sociales», Paris : L'Harmattan, p. 16-18.

⁴⁰ LAMOUREUX, Henri et al. (2003). *La pratique de l'action communautaire*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 485.

⁴¹ *IBID* : 485.

⁴² ST-GERMAIN, Lise (2002). *Créer des liens pour comprendre et agir sur notre monde : créer des liens pour contrer l'exclusion*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, 43 p.

⁴³ BALLEST, Jérôme (2001). *L'exclusion : définitions et mécanismes*, Paris : L'Harmattan, 255 p. ; PAUGAM, Serge (éd.) (1996). *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris : Éditions La Découverte, 582 p.

Les mouvements sociaux pour la justice sociale ont bien compris la narration néolibérale et tentent à tout prix de démontrer qu'«**un autre monde est possible**».

Les mouvements sociaux travaillent fort pour sensibiliser et mobiliser les populations ici comme ailleurs afin d'actualiser d'autres façons de faire et de penser. Ces hommes et ces femmes expérimentent au quotidien ce qu'ils prônent et réinventent ainsi une autre façon de «**vivre-ensemble**». C'est ce qu'on appelle l'**éthique de la solidarité**.

Or, une voie d'espérance est celle de la **citoyenneté** qui réaffirme le sens des rapports sociaux dans la société. **Les citoyens et les citoyennes** sont ces personnes dont on reconnaît les droits et les responsabilités dans une société démocratique. C'est bien l'enjeu principal de ces mouvements sociaux dont il est question.

Ce terme fait référence tout particulièrement aux « personnes qui combinent une absence prolongée du milieu travail, vecteur important d'inclusion sociale, et une rupture de liens sociaux significatifs ». ⁴⁴

La communication médiatisée par Internet doit justement être liée à la crise du lien social c'est-à-dire sur ce qui fait que la multiplicité des individus puisse se reconnaître mutuellement comme membres d'une même société, qu'un pouvoir puisse s'y exercer et que des institutions puissent en régler l'organisation et la vie collective»⁴⁵. **Le lien social**, ce qui nous unit, est beaucoup plus difficile à saisir : N'avons-nous pas l'impression de vivre dans un monde fragmenté, dans une non-société, puisque la personnalité, la culture, l'économie et la politique semblent aller chacune dans une direction qui l'éloigne des autres ? C'est là qu'il devient important de s'intéresser aux acteurs collectifs qui créent et renouvellent les formes de lien social : **Dans quelle société veut-on vivre ?** Qui définit ce lien social ? Comment s'actualise-t-il ?

L'enjeu fondamental est bien celui de la **démocratie**. Voilà pourquoi il est important de créer des liens sociaux, pour ne pas dire «recréer» des liens sociaux !



⁴⁴ BALLET, Jérôme (2001). *L'exclusion : définitions et mécanismes*, Paris : L'Harmattan, 255 p. ; PAUGAM, Serge (éd.) (1996). *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris : Éditions La Découverte, 582 p.

⁴⁵ ION, Jacques (1997). *La fin des militants ?*, Collection «Enjeux de société», Paris : Éditions de l'Atelier, p. 20.

L'action communautaire autonome :

«Le mouvement formé par les organismes d'action communautaire autonome est un mouvement de la société civile, c'est-à-dire :

- A l'initiative des citoyens ou des communautés ;
- Avec leur participation (fonctionnement démocratique) ;
- Avec leur engagement (militantisme, bénévolat) ;
- Dans une perspective de prise en charge individuelle et collective visant la solidarité sociale, la transformation des conditions de vie et des rapports sociaux et luttant contre la pauvreté et les discriminations ainsi que pour l'égalité entre les sexes ;
- Dans le champ de la promotion et la défense collective des droits ou dans le champ du développement de nouvelles réponses à de nouveaux besoins (innovations).

(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale, 2001)

3 Un nouveau sens et de nouvelles formes de mobilisation : DES SOLUTIONS !

Le travail social est l'un des domaines qui non seulement s'interroge (**Penser**) sur les problèmes sociaux, tel l'exclusion sociale, mais aussi s'applique à développer des pratiques sociales pour les contrer (**Agir**). Son code d'éthique s'appuie sur une seule et unique certitude, écrit Henri Lamoureux :

L'humanité d'un individu n'est pas réductible à son statut social, à sa culture, à son origine, à son état de fortune, à son identité sexuelle, à son âge ni à la place qu'il occupe dans les rapports de production. Elle n'est pas divisible ni réductible. Elle doit trouver son sens dans notre cohérence éthique et personne ne peut prétendre à un plus grand degré d'humanité que celui qu'il est prêt à reconnaître concrètement l'autre.⁴⁶

Il n'est donc pas surprenant de retrouver plusieurs personnes, formées en travail social, dans la société civile et les groupes en action communautaire autonome puisque «c'est là, en effet, que l'action est souvent à la charnière de la gestion des problèmes sociaux et de l'exercice critique de la citoyenneté»⁴⁷.

3.1 La société civile en quête de citoyenneté ⁴⁸



La société civile désigne «l'univers complexe et mouvant de ces innombrables organisations, associations et groupes de toutes sortes, indépendants des pouvoirs publics et des grands intérêts économiques, engagés de façons diverses et différentes dans la réappropriation des processus économiques, politiques, sociaux et culturels à tous les paliers : local, régional, national et international»⁴⁹. L'historien burkinabé, Joseph Ki-Zerbo, dit pour sa part que la société civile, c'est le peuple face au pouvoir.

Aussi, Jacques B. Gélinas conçoit qu'elle a essentiellement trois rôles :

- La société civile est la conscience morale de la planète ;
- La société civile est l'expression des besoins et des aspirations de l'humanité ;

⁴⁶ LAMOUREUX, Henri (2003). *Éthique, travail social et action communautaire*, Collection «Problèmes sociaux et interventions sociales», Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 4.

⁴⁷ *Ibid*: 120.

⁴⁸ L'image ci-contre a été prise sur le site web de Greenpeace-France en ligne à : http://www.greenpeace.org/france_fr/ (page web consultée en janvier 2004).

⁴⁹ GÉLINAS, 2000 : 260.

- La société civile dirige la mise en chantier de pratiques alternatives.⁵⁰



La citoyenneté, mot sur toutes les lèvres, est l'aspiration actuelle de la société civile. La citoyenneté touche donc la finalité des actions collectives de la société civile. Elle est l'«affirmation du citoyenNe-sujet, de son aptitude à assumer son destin et celui de sa collectivité»⁵¹. En ce sens, c'est la **démocratie** qu'il faut conquérir que ce soit pour l'ensemble de la société ou à l'intérieur même de nos organisations. Mais n'est-ce pas là justement le rôle des organisations communautaires et ce, depuis 40 ans ? Aristote, des centaines d'années avant J-C, pensait déjà que «le citoyen, c'est celui à qui on reconnaît le droit de participer à la délibération qui conduit à la prise de décision»⁵².

À vrai dire, l'intérêt actuel pour la citoyenneté illustre peut-être ce fait paradoxal que le citoyen, après avoir été l'artisan du développement de son milieu, se voit aujourd'hui trop souvent relégué à un rôle d'observateur au profit d'une catégorie d'intervenantes et d'intervenants que l'on peut regrouper sous l'appellation de permanence⁵³.

Le rôle des organismes en action communautaire autonome

Parfois, ces organismes tentent de pallier aux manques de ressources dans un milieu, parfois ils compensent «la faiblesse institutionnelle en maints domaines, et cela depuis bien avant l'annonce de la fin de ce qu'on qualifié d'État-providence». Mais la pratique de l'action communautaire a d'abord et avant tout le devoir de développer et de légitimer les pratiques citoyennes. Le degré de **cohérence entre le discours et les faits** constitue alors le principal défi des organismes en action communautaire qui s'insèrent dans la mouvance pour une citoyenneté active. En ce sens, les milieux communautaires autonomes sont un véritable «chantier en perpétuelle transformation, faute d'être, parfois, en perpétuelle évolution»⁵⁴.

Le débat est ouvert depuis belle lurette. Nous sommes conscientEs que des **contradictions** existent dans les milieux communautaires et que nous devons rester vigilantEs face aux défis éthiques que pose la citoyenneté:

Le débat autour de ces questions est fondamental, car il touche au sens même de l'action communautaire. Il porte aussi sur la culture organisationnelle de ces milieux, sur la qualité de vie démocratique dans les organisations, sur la disponibilité de la

En 478 av. J.-C est créée l'Alliance maritime attique établissant la domination d'Athènes en mer Égée. C'est la première fois dans l'histoire européenne qu'une part importante de la population participe activement à la formulation de la politique. Pour la première fois, on voit apparaître l'idée **de la responsabilité du citoyen**, de la nécessité pour le citoyen moyen de s'engager politiquement.

Servir la cause publique est alors considéré comme honorable. Conscient de sa nouvelle identité, le citoyen ne se sent plus inférieur à l'aristocrate. Les Athéniens considèrent comme primordial de participer à l'assemblée de la cité et aux réunions publiques. L'*agora*, où se déroulaient non seulement des réunions politiques mais aussi des pièces de théâtre, fut un centre stratégique.

Le mot « politique » vient du terme grec *ta politika* qui signifie littéralement « affaires des citoyens ».

La tragédie classique au secours de la crise actuelle par Helga Zepp-LaRouche
<http://solidariteetprogres.online.fr/Dossiers/Culture/Tragedie.html>

⁵⁰ *Ibid*: 262, 263.

⁵¹ LAMOUREUX, Henri et al. (2003). *La pratique de l'action communautaire*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 512.

⁵² LAMOUREUX, Henri et al., 2003 : 513.

⁵³ LAMOUREUX, Henri et al., 2003 : 512.

⁵⁴ LAMOUREUX, Henri (2003). *L'éthique, le travail social et l'action communautaire*, Collection «Problèmes sociaux et interventions sociales», Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 124.

Le défi de créer des liens sociaux ne peut se restreindre à lier les personnes entre elles. Les groupes communautaires, les différents groupes de la société civile doivent se lier entre eux. Il faut se «réseauter».

Pour ce faire, les **coalitions**, entre autres, offrent un mode d'organisation intéressant pour s'allier ensemble tout en respectant les différences entre ses composantes. A contrario des pratiques néolibérales, les coalitions tentent de favoriser cette **vision pluraliste** de l'action collective c.-à-d. qui admet la diversité des idées, des valeurs, des croyances, des comportements.

La forme que celles-ci peuvent prendre est **horizontale** c.-à-d. que chaque membre est d'importance égale. Cette forme d'organisation défie alors le modèle hiérarchique largement répandu partout dans les entreprises à but lucratif, les organisations syndicales, les gouvernements mais aussi plusieurs groupes communautaires. Les coalitions sont, elles, animées par le principe de «**l'unité dans la diversité**». Elle incarne une nouvelle forme de mobilisation dont la structure est plus souple et ponctuelle, adaptée au contexte et aux enjeux du moment. C'est à cette condition que l'on peut dire que le «sens» et la «forme» sont intrinsèquement liés et donnent ce caractère «subversif» à la mobilisation c.-à-d. **qu'on vit concrètement ce que l'on prône !**

permanence pour les tâches qui devraient être faites en priorité, notamment la formation des membres et l'animation de l'organisme, ainsi que sur la capacité d'offrir des activités susceptibles de mobiliser les personnes pour mener à terme des luttes collectives. Ce débat est complexe, parce qu'il ne peut trouver sa conclusion que dans le respect de la diversité des pratiques. Il est aussi au cœur du processus de reconnaissance des organismes communautaires autonomes et il affecte le regard que nous posons sur les populations, à savoir si on les considère comme membres, participants, bénévoles, clients ou usagers.⁵⁵

Concrètement, les organismes en action communautaire autonome doivent s'autoévaluer et s'autocritiquer au regard notamment de :

- La place des membres dans l'organisation ;
- La relation entre les militants, les bénévoles et les salariés ;
- La responsabilité des salariés envers les personnes qui fréquentent les activités ou utilisent les services de l'organisme ;
- Les rapports entre les organismes communautaires ;
- Ses liens avec l'État ;
- La recherche du bien commun.

Ceci dit:

Je dirais que, en définitive, le bien commun le plus précieux, c'est le fait d'agir en commun pour dépasser ensemble ce qui fait obstacle au progrès de tous et à l'épanouissement de chacun.⁵⁶

En somme, la citoyenneté ne pourra s'actualiser dans la société civile que si les citoyens et les citoyennes peuvent accéder à des outils et des lieux de pouvoir. La citoyenneté peut être vécue tout autant dans l'espace public que dans l'espace privé. Aussi, elle ne s'aurait être «réelle» qu'en accordant une place prépondérante à l'éducation, à la formation dans les groupes communautaires.

L'éducation populaire, rappelons-le, c'est justement l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyennes et des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen et à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu⁵⁷.

Au-delà de ses aspirations si légitimes, **comment** pouvons-nous mobiliser la société civile et **vivre** la démocratie?

⁵⁵ LAMOUREUX, Henri et al. (2003). *La pratique de l'action communautaire*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 512-513.

⁵⁶ Benasayag, Miguel et Edith Charlton, 1991 :18 cités dans *Ibid* : 145.

⁵⁷ Voir le lexique de la *Plateforme de l'Internet citoyen* sur le site de Communautaire.

LES FÉDÉRATIONS

La majorité de nos organisations sont tout de même encore assez hiérarchisées : unE présidentE, unE vice-présidentE, unE secrétaire et unE trésorierE sont des exemples de fonctions hiérarchisées dans les conseils d'administration.

Les fédérations nationales sont un bon exemple du **modèle de gestion traditionnel** qui prévaut. La fédération «correspond pour partie à cette caractéristique de l'espace public qui tend à relier d'emblée à l'espace national toutes les structures intermédiaires pouvant s'interposer entre la Nation et le citoyen»¹.

Les groupes ainsi regroupés en fédération peuvent ressembler à des succursales. En fait, quels étaient les modèles de gestion alternatifs sur lesquels nous pouvions nous baser alors que les syndicats sont eux-mêmes très hiérarchisés?

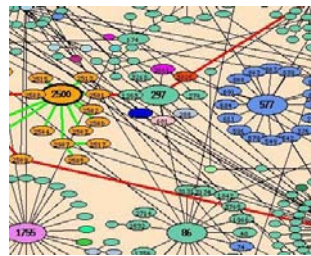
(Ion, 199).

3.2 De nouvelles formes de militantisme ?⁵⁸

Plusieurs théoriciens avancent que de nouveaux mouvements sociaux font éruption depuis quelques années déjà. Le mouvement ouvrier (dont les syndicats), qui était au centre des mobilisations sociales, n'est plus seul à revendiquer. Depuis les années 1960, on voit apparaître des mouvements de femmes, des mobilisations écologistes, anti-nucléaires et pacifistes, pour le droit des homosexuels et des immigrants, etc. Ils se formulent en termes de changement culturel où des valeurs sociétales, telles que l'environnement, la santé, la paix et la liberté de parole, sont clamées haut et fort. Ces mobilisations évoqueraient alors un nouveau sens, celui de **l'identité**. En d'autres termes, il s'agit d'exercer de façon autonome la construction de son identité personnelle et collective :

Processus de construction de sens à partir d'un attribut culturel, ou d'un ensemble cohérent d'attributs culturels, qui reçoit priorité sur toutes les autres sources. Un même individu, ou un même acteur collectif, peut en avoir plusieurs. (...) Les identités (légitimante, résistance et projet) sont des sources de sens pour les acteurs eux-mêmes et par eux-mêmes, elles sont construites par personnalisation (...) elles ne deviennent des identités que lorsque (et si) des acteurs sociaux les intériorisent et construisent leur propre sens autour de cette intériorisation. (...) Le sens [est quant à lui] ce qu'un acteur identifie symboliquement comme objectif de son action»⁵⁹.

Ces nouveaux acteurs sociaux vont miser sur des actions collectives communautaires (*grass-root politics*)⁶⁰ et une forme de démocratie plus horizontale dans les associations même si elles peuvent converger dans un regroupement national. Voyons de plus près certaines de ces nouvelles formes de mobilisation que ces mouvements peuvent prendre.⁶¹



Fédérations, Constellations et Conglomerats

La majorité de nos organisations sont tout de même encore assez hiérarchisées : unE présidentE, unE vice-présidentE, unE secrétaire et unE trésorierE sont des exemples de fonctions hiérarchisées dans les conseils d'administration. Les fédérations nationales sont un bon exemple. La fédération «correspond pour partie à cette caractéristique de l'espace public qui tend à relier d'emblée à l'espace national toutes les structures intermédiaires pouvant s'interposer entre la Nation et le citoyen»⁶². Les groupes ainsi regroupés en fédération peuvent ressembler à des succursales. En

⁵⁸ Pour approfondir sur les théories des mouvements sociaux, consultez : NEVEU, Erik (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Éditions La Découverte, 125 p.

⁵⁹ CASTELLS, Manuel (1999a). «Le pouvoir de l'identité», in *L'ère de l'information, tome 2*, Paris : Fayard, p. 17.

⁶⁰ COHEN, Jean (1985). «Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements», in *Social Research*, 52(4):663-716.

⁶¹ ION, Jacques (1997). *La fin des militants ?*, Collection «Enjeux sociaux», Paris : Éditions de l'Atelier, 124 p.

⁶² *Ibid*: 36.

LES CONGLOMÉRATS : On appellera alors **conglomérats** «des réseaux particuliers associant, autour d'un groupement central, d'autres groupements satellites fonctionnellement spécialisés», un peu à l'image des galaxies (*voir l'image symbolique de droite*). Donc, ce sont les conglomérats qui seraient le modèle des fédérations. Le leadership est très **centralisé** dans les conglomérats. Tout tourne autour du centre, qui tient le «rôle de holding idéologique, c'est-à-dire de pivot, et il est presque toujours tenu précisément par le groupement le plus directement branché sur l'instance politique ou du moins sur le lieu d'identification des clivages à travers lesquels s'organise l'unité de la sphère politique»¹. Par conséquent, on dira que les individus membres d'un conglomérat y sont **intégrés verticalement**, du haut vers le bas, ou si vous préférez, **du centre jusqu'à la périphérie**. Ainsi concentrés, les réseaux dits conglomérats peuvent éprouver des difficultés à recruter, à mobiliser. N'est-ce pas le cas des syndicats? Le centre, le lieu de prise de décision, est trop loin de sa base, de son membership. «À des années lumières», diront les mauvaises langues!

LES CONSTELLATIONS : Et les **réseaux** semblent attirer l'attention de plus en plus de ceux-ci parce que les réseaux sont fait d'une structure plus souple. À l'extrême, **un réseau intégral**, selon le chercheur Vincent Lemieux, est une structure où «tous les membres se connaissent et ont des relations directes les uns avec les autres. [Donc] chacun des acteurs peut influencer les décisions du groupe qui sont de nature collégiales»¹. Les **constellations** (*voir l'image symbolique de gauche*) seraient tout au contraire des fédérations, une organisation d'une faible structuration.

(Ion, 1997)

fait, quels étaient les modèles de gestion alternatifs sur lesquels nous pouvions nous baser alors que les syndicats sont eux-mêmes très hiérarchisés?

D'autre part, ce type de structure prépondérant peut aussi s'expliquer par deux facteurs : la professionnalisation et l'institutionnalisation des groupes communautaires. La professionnalisation c'est justement le fait qu'il y a eu une augmentation importante de qualités, de connaissances et d'habiletés requises pour participer aux structures formelles de pouvoir des organismes ou pour y travailler (...) De plus, les tâches assumées par le personnel, comme la tenue de livre, la recherche du financement, l'intervention auprès de personnes vivant des situations de plus en plus complexes, la multiplication des problématiques abordées, sont autant de facteurs qui empêchent l'intégration d'un grand nombre de participantEs à l'équipe de travail ou comme dirigeantEs de la structure formelle»⁶³. D'autre part, certaines recherches démontrent que l'influence de l'État aurait pour conséquence de contraindre les groupes communautaires à adopter une pratique et une structure qui leur enlève toute originalité :

1. La pratique quotidienne des intervenants des secteurs à l'étude est de plus en plus définie par des contraintes extérieures, liées aux demandes étatiques dans un difficile contexte budgétaire ;
2. La reconnaissance du [mouvement] communautaire et son intégration dans la nouvelle dynamique régionale amènent les intervenants des secteurs à l'étude à modifier d'eux-mêmes diverses dimensions de leurs pratiques (clientèles, services, modes d'intervention).
3. Les savoirs des intervenants des secteurs à l'étude sont de plus en plus teintés des savoirs propres au réseau institutionnel⁶⁴.

Or, on ne s'étonne plus lorsque quelqu'un qualifie ce type d'organisation communautaire de «quasi-appareil» (*voire quasi appareil de l'État*)! Selon la thèse de Suzie Robichaud, «cette institutionnalisation se caractérise par une forme d'organisation de plus en plus structurée : on voit apparaître la hiérarchie, une permanence, l'accentuation des rapports avec d'autres acteurs publics»⁶⁵.

Pour faire face à cette tendance lourde, les groupes en action communautaire doivent faire preuve d'imagination et de courage pour faire autrement. Et les **réseaux** semblent attirer l'attention de plus en plus de ceux-ci parce que les réseaux sont fait d'une structure plus souple. À l'extrême, **un réseau intégral**, selon le chercheur Vincent Lemieux, est une structure où «tous les membres se connaissent et ont des relations directes les uns avec les autres. [Donc] chacun des acteurs peut influencer les décisions du groupe qui sont de nature collégiales»⁶⁶.

⁶³ Fournier et al, 1995 :67,68 citées dans DESLAURIERS, Jean-Pierre (2003). *Travailler dans le communautaire*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 116-117.

⁶⁴ René et al., 1997 cités dans *Ibid* : 117.

⁶⁵ ROBICHAUD, Suzie (1998). *Le bénévolat : entre le cœur et la raison*, Chicoutimi : Éditions JCL.

⁶⁶ Robichaud, Lemieux et Duplain, 2000 : 151 cités dans DESLAURIERS, Jean-Pierre (2003). *Travailler dans le communautaire*, Montréal : Presses de l'Université du Québec : p. 116-117.

Le modèle traditionnel de gestion :

«Le modèle taylorien ou traditionnel correspond à une structure plutôt hiérarchisée. Le pouvoir est exercé par un conseil d'administration formé de membres peu engagés dans les activités quotidiennes. Le conseil délègue l'essentiel des responsabilités de gestion à une direction générale qui organise le travail des employés et assure leur encadrement directement ou par l'entremise de cadres. La direction est responsable de l'embauche et ne doit rendre compte qu'au conseil d'administration ou au comité exécutif. Les employés n'ont pas de contacts directs avec le conseil d'administration.

Le modèle participatif de gestion : Le modèle participatif correspond à une variété de structures qui visent à intégrer les membres ou bénévoles ainsi que les employés dans une gestion plus collective. On associe les membres et les employés aux décisions et à la réalisation des objectifs. On favorise donc des structures plus horizontales où les pouvoirs sont partagés, même dans un cadre légal traditionnel.

Le modèle de gestion en Collectif de travail : Le collectif de travail est un modèle d'inspiration coopérative ou autogestionnaire que l'on associe parfois à la cogestion des employés et des membres. Valable pour de petits groupes idéologiquement homogènes, ce modèle se caractérise par une intégration de tous les membres, militants et salariés, au processus décisionnel.

Le modèle autogestionnaire : favorise une direction par les employés ou membres militants seulement, sans la contribution d'une assemblée ni d'un conseil d'administration. Ce sont les salariés qui dirigent seuls l'organisme.

(Lamoureux et al., 2002, chap.8)

Nous parlons alors de **démocratie directe** dans une organisation.

Malgré la tendance à l'institutionnalisation et à la professionnalisation, verrons-nous s'actualiser de nouvelles structures démocratiques en action communautaire? Jacques Ion dit : oui. Il observe deux types de nouvelles formes de mobilisation en réseaux: les constellations et les conglomerats, faisant référence à l'astronomie. Les **constellations** (voir l'image symbolique à gauche) seraient tout au contraire des fédérations, une organisation d'une faible structuration.



On appellera alors **conglomerats** «des réseaux particuliers associant, autour d'un groupement central, d'autres groupements satellites fonctionnellement spécialisés», un peu à l'image des galaxies (voir l'image symbolique à droite). Donc, ce sont les conglomerats qui seraient le modèle des fédérations. Le leadership est très **centralisé** dans les conglomerats. Tout tourne autour du centre, qui tient le «rôle

de holding idéologique, c'est-à-dire de pivot, et il est presque toujours tenu précisément par le groupement le plus directement branché sur l'instance politique ou du moins sur le lieu d'identification des clivages à travers lesquels s'organise l'unité de la sphère politique»⁶⁷. Par conséquent, on dira que les individus membres d'un conglomerat y sont **verticalement**, du haut vers le bas, ou si vous préférez, **du centre jusqu'à la périphérie**. Ainsi réseaux dits conglomerats peuvent éprouver des difficultés à recruter, à mobiliser. N'est-ce pas le cas des syndicats? Le centre, le lieu de prise de décision, est trop loin de sa base, de son membership. «À des années lumières», diront les mauvaises langues !



Comment expliquer ce problème ?

«Je», «Nous» et «Ils» : forme d'organisation et degré d'appartenance

Les groupes communautaires permettent de développer un sentiment d'appartenance chez leurs membres puisqu'ils sont basés sur des rapports de sociabilité, renforcé par une proximité sociale ou géographique. L'adhésion à un groupe **«Nous»** permet de sentir que **«Je»** suis membre de notre groupe. **«Ils»** sont ceux et celles qui sont extérieurs à notre groupe. Et ce **«nous»** peut s'étirer lorsque notre **«groupe local»** adhère à un **«groupe national»**. **«Nous»** pouvons faire partie d'une fédération nationale. Ce qui est problématique c'est lorsque notre groupe se distancie des instances centrales au conglomerat ou à la constellation c.-à-d. ceux et celles, **«Ils»**, qui prennent les décisions.

C'est pourquoi les organisations, telles que les groupes en action communautaire autonome, doivent tenir compte du besoin identitaire de leurs membres. Les relations amicales, plus fréquentes, les besoins de socialiser et affectif, sont autant

⁶⁷ ION, Jacques (1997). *La fin des militants ?*, Collection « Enjeux sociaux », Paris : Édition des Ateliers, p. 39.

Le projet de l'autonomie selon une perspective théorique :

Implique que des transformations radicales dépendent de la grande majorité des êtres humains. Il ne concerne plus le prolétariat mais la quasi-totalité des membres de nos sociétés.
(George, 2001 :99)

«Le projet d'autonomie individuelle et collective, la lutte pour l'émancipation de l'être humain, aussi bien intellectuelle et spirituelle qu'effective dans la réalité sociale et le projet capitaliste, démentiel, d'une expansion illimitée d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, qui depuis longtemps a cessé de concerner seulement les forces productives et l'économie pour devenir un projet global (et pour autant encore plus monstrueux), d'une maîtrise totale des données physiques, biologiques, psychiques, sociales, culturelles»

(Castoriadis, 1990:90 cité par George, 2001 :99)

de facteurs qui contribuent à la cohésion d'une organisation et au sentiment d'appartenance à une organisation.

Le temps militant : entre la vie privée et la vie militante

Les structures verticales, plus bureaucratisées, plus fortes, tendent à laisser peu de place à la créativité des membres. Les orientations et les modes de fonctionnement semblent définis à l'avance et les membres n'ont qu'à les exécuter. Les conglomérats auront comme impact d'engouffrer les «Je» dans le «Nous». Ainsi, Jacques Ion écrit :

Dans le modèle associatif traditionnel, le nous n'est ainsi aucunement réductible à la somme des je individuels composant le groupement (...) des adhérents comme individus anonymes, interchangeable, dénués de spécificités propres, perçus comme «membres» indifférenciés du corps du groupement. Anonymat qui va de soi quand l'association se définit prioritairement comme l'instrument de la promotion de grands référents collectifs tels «la classe ouvrière» ou «les locataires». ⁶⁸.

Or, ce puissant «Nous», fort dans l'unité, est maintenant contesté et remis en cause. Le mouvement féministe a d'ailleurs le mérite d'avoir soulevé cette critique puisque les groupements traditionnels ont été majoritairement masculins. Aussi, l'adhésion de plus en plus grande et affirmative des femmes dans ces organisations implique de profondes modifications dans les façons de fonctionner. Les femmes modifient le temps de la militance, engagement dans l'espace public, parce qu'elles sont justement celles dont l'identité sexuée est liée à l'espace privée. Il faut donc repenser l'articulation entre le temps que l'on s'engage pour le «nous» et le temps que l'on réserve pour le «je». Et dans le quotidien des groupes et de ces personnes militantes, ce n'est pas une mince affaire !

L'engagement distancié

En somme, d'une part les structures d'un «Nous» fort et centralisé comme les conglomérats le proposent ne sont plus les seules structures qui permettent d'exercer la citoyenneté et de s'exprimer dans l'espace public. D'autre part, de récentes mobilisations n'ont plus pour unique cible l'État. Les groupes en action communautaire autonome réinventent les pratiques politiques, l'exercice du pouvoir et de la démocratie. Les constellations semblent être cette voie à expérimenter :

Ce que nous constatons également, c'est combien cette intégration préalable constitue de moins en moins une donnée capitale pour tout un ensemble d'acteurs capables de créer eux-mêmes les réseaux d'une action collective. L'existence de nous concrets ne subsiste comme condition de l'action que pour ceux-là des je dont l'existence est problématique, alors qu'inversement les je assurés de leur propre identité se trouvent

⁶⁸ ION, 1997 : 54, 55.

La marche mondiale

des femmes

«La Marche mondiale des femmes demeurera un événement charnière dans l'histoire des mouvements féministes internationaux. La suite logique de la marche québécoise Du Pain et des roses, en 1995, allait porter la FFQ sous le feu des projecteurs du monde entier... En effet, c'est au Québec que la Marche fut initiée et c'est une assemblée générale de la FFQ qui en a adopté les orientations principales. La FFQ a de quoi en être fière.

Mais la Marche ne s'arrête pas en l'an 2000. Toute l'effervescence qu'a engendrée cette mobilisation monstre converge désormais vers la concertation des mouvements de femmes à tous les niveaux pour continuer d'exiger des gouvernement qu'ils répondent favorablement aux revendications des femmes.

Et si la FFQ doit aujourd'hui laisser naître une nouvelle organisation vouée à coordonner les différents groupes issus de la Marche dans différents pays, elle continue quant à elle à porter les revendications des Québécoises haut et fort. »

(Présentation de la Marche mondiale des Femmes. Disponible en ligne à : <http://www.ffq.qc.ca/actions/marche.html>)

souvent à même de s'engager sans l'étayage de ces regroupements primaires⁶⁹.

Le rôle de la communication dans les constellations

En fait, la littérature rapporte l'émergence et l'expérimentation de nouvelles formes de mobilisation et démontre que les réseaux sont motivés par des **projets**. Par projet, nous entendons qu'il s'agit d'une formation de compromis entre différentes contractions et contraintes. Plus concrètement, les réseaux formés pour réaliser un projet devront à la fois se donner une structure qui rassemble des membres qui peuvent exprimer des «Je» différents, des opinions et des identités différentes, et aussi faire émerger un sens commun à leurs actions collectives. C'est tout un projet que d'être unis dans la diversité ! Pour ce faire, il faut **communiquer**. Il faut se parler, s'écrire, mais surtout se comprendre et respecter nos différences.

Voyons ci-dessous quelques exemples de constellations que nous identifions comme étant des «Coalitions». Ces coalitions font face à tous ces nouveaux défis que nous venons d'expliquer ci-dessus : une structuration souple, moins hiérarchisée, place à l'autonomie du groupe tout autant qu'à ses membres, qui respecte les différences tout en maintenant une certaine cohésion, un sentiment d'appartenance collective. C'est une structure qui peut en fait actualiser dans la société civile ce qu'est la citoyenneté.

3.3 L'exemple du mouvement des femmes au Québec

Dans les années 1990 au Québec, contrairement au mouvement national des femmes canadiennes, on voit émerger des formes de mobilisation plus visibles sur la scène publique, d'une part, et qui tentent de provoquer des moments de ralliement tout en respectant la diversité au sein du mouvement des femmes, d'autre part. Tout nous porte à penser que les perspectives les plus prometteuses se trouveront dans des formes de mobilisation dont la cohésion est liée à son degré d'autonomie et à sa vision pluraliste.

Le premier point d'ancrage du mouvement des femmes du Québec sur la diversité entre les femmes est sans nul doute le Forum **Pour un Québec féminin pluriel de 1992** :

Pourquoi avons-nous, plusieurs d'entre nous, le sentiment d'une première fois, alors que d'autres événements du même genre avaient traversé le mouvement des femmes du Québec à différents moments de son histoire? La réponse se trouve dans la nature même de la démarche très politique de cette entreprise commune, notamment dans son caractère pluraliste.⁷⁰

⁶⁹ ION, 1997 : 104.

⁷⁰ PAQUEROT, Sylvie (éd.) (1994). *Pour changer le monde, actes du Forum Pour un Québec féminin pluriel*, Montréal : Éditions Écosociété, p. 13.

VOLET INTERNATIONAL DE LA MARCHE DES FEMMES

À travers le monde, on se souviendra longtemps de la Marche mondiale des femmes... En octobre 2000, ce sont 6 000 organisations non-gouvernementales réparties dans 161 pays et territoires qui ont défilé dans leurs villages, dans leurs quartiers, dans leurs villes et devant le siège de leur gouvernement. Des centaines de milliers, voire des millions de femmes et d'hommes ont appuyé les revendications portées par la Marche mondiale des femmes. En un temps record, à peine sept mois, 5 084 546 signatures ont été recueillies pour exiger des décideurs politiques et économiques un changement de cap radical au niveau mondial pour mettre un terme définitif à la pauvreté et à toutes les violences envers les femmes.

Si la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a initié puis coordonné la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, aujourd'hui, elle doit se recentrer sur les revendications du Québec et laisser la coordination internationale à une nouvelle entité autonome, qui portera le nom de Marche mondiale des femmes.

(Présentation du volet international de la Marche mondiale des femmes. Disponible en ligne à : <http://www.ffq.qc.ca/actions/marche-internationale.html>)

Deuxième moment fort du mouvement des femmes du Québec est l'année 1995 où deux événements signifiants ont eu lieu. D'abord, la **Marche des Femmes : «Du pain et des roses»**. Puis, la représentation du mouvement des femmes du Québec à Huairou où a eu lieu la conférence des ONG (Organisme non gouvernemental) parallèle à la quatrième **Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing** Il faut mentionner que le Forum pour un Québec féminin pluriel a lancé en 1992 une idée-force qui se fait écho jusqu'à aujourd'hui encore:

Le mouvement féministe demeure largement invisible socialement... sauf aux yeux des femmes. Il est grand temps que son action sociale et politique soit connue du plus grand nombre, car aucune collectivité, à moins de vouloir sa perte, ne peut structurer son avenir sur l'exclusion de la moitié de ses forces vives.⁷¹

Ce ne sont pas de vains mots puisque la marche des femmes de 1995 est ancrée dans la mémoire du mouvement des femmes comme mobilisation historique : plus de 850 femmes ont marché pendant ces 10 jours et où ont culminé plus de 20 000 personnes devant le Parlement à Québec, le 4 juin. Le sens de cette mobilisation a marqué l'imaginaire des Québécois et des Québécoises entre autres parce que l'existence même du mouvement des femmes, des féministes, au Québec se faisait jusque là discrète. Discrètes sur la scène publique et politique, les féministes n'en étaient pas moins vigoureuses. Les années 1980 ont plutôt été celles du développement des services aux femmes dans différents champs de pratique et différentes régions du Québec⁷². Les années 1990 les ont vues et entendues.

Et aux lendemains de cette mobilisation nationale, la participation de nos représentantes québécoises à Beijing a eu un effet énergisant. Micheline Beaugard de la Chaire d'étude sur la condition des femmes à l'Université Laval écrivait :

Nous sommes dans l'après Beijing depuis deux mois à peine, mais j'ai la nette impression que, cette fois-ci, les femmes de mon coin de pays ont vraiment envie que les choses bougent. On sent dans l'air québécois comme une nouvelle énergie pour remettre les femmes à l'agenda politique (...) les groupes de femmes resserrent les liens qui les unissent aux chercheuses féministes pendant que ces dernières entrecroisent leur routes universitaires, gouvernementales et autres⁷³.

Aussi, le partage sur les **convergences** tout autant que sur les divergences de points de vue et d'expériences internationales a confirmé celles-ci dans leur élan dans l'arène de la gouvernance mondiale. Le sens des prochaines mobilisations du mouvement des femmes ne peut plus être restreint par les frontières nationales. La

⁷¹ PAQUEROT, Sylvie, 1994 : 25.

⁷² LAMOUREUX, Diane (1990). «Les services féministes : de l'autonomie à l'extension de l'État-providence», in revue *Nouvelles pratiques sociales*, 3(2) : 33-43.

⁷³ BEAUREGARD, Micheline (1995). «Après Beijing. Aux alentours de Beijing 1995 : Huairou», revue *Recherches Féministes*, 8(2) :151.



Cybersolidaires, c'est une mine d'informations régulièrement mises à jour sur les filles et les femmes des **Amériques** et du **monde**, en particulier sur la montée des droites, les violences faites aux femmes, la prostitution et le travail du sexe, le Canada, l'ONU et les droits des femmes, la pandémie du VIH/sida, la santé, l'économie, le travail, les conjointes de même sexe, les

Autochtones, les femmes d'Haïti et d'Afghanistan, ainsi que sur les luttes pour la démocratie et la paix, pour une mondialisation solidaire et pour que les femmes prennent leur place dans la société de l'information et de la communication.

Mais Cybersolidaires, c'est avant tout un **outil** permettant de vivre la solidarité au quotidien de même qu'un **organisme** sans but lucratif ayant pour mandat de renforcer la défense des droits humains, économiques, sociaux et culturels des femmes et de leur droit à la communication. Nous visons à : promouvoir le féminisme, les analyses et les actions du mouvement des femmes ; favoriser le réseautage au sein du mouvement des femmes francophones ; soutenir l'exploitation sociale et démocratique des technologies par les féministes ; sensibiliser aux enjeux femmes et technologies.

(Présentation disponible en ligne à : <http://cybersolidaires.org/>)

montée de l'intégrisme et des organisations anti-féministes, homophobes, force les mouvements des femmes à resserrer leurs liens transnationaux. Et de facto, sur place, un réseau international des féministes francophones a été créé. Nous devons aussi préciser qu'il répondait à un «malaise ressenti devant la prépondérance de l'anglais» dans la Conférence officielle tout comme lors de la Conférence parallèle (Beaugard, 1995 :151). La pluralité passe aussi par le respect des cultures et de leurs langues.

Née en 1994, la **Coalition nationale des femmes** se révèle comme organisation qui veut relever le défi de la cohérence entre action et discours sur la pluralité. C'est elle qui portera les grandes mobilisations du mouvement des femmes du Québec durant les années 1990 : de la Marche des femmes «Du Pain et des Roses» en 1996, en passant par la Chaîne humaine «On vaut plus que des miettes» en 1996, «Coude à coude sans relâche» devant la bourse de Montréal en 1997 et la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence en 2000. Il est important de dire que cette dernière continue de s'élargir et de se diversifier tant par ses thèmes mobilisateurs que par sa composition et ses moyens d'action. Grâce à elle, la pluralité s'actualise et persévère au sein du mouvement des femmes du Québec :

[Depuis 1998] Plusieurs groupes s'identifiant aux causes portées par le mouvement des femmes s'y sont joints. On y retrouve actuellement des femmes écologistes, des représentantes des comités femmes issus de groupes communautaires mixtes, plusieurs groupes de femmes des communautés culturelles, des minorités visibles et des lesbiennes. La présence de ces organisations a été constante, ce qui a été très bénéfique pour les débats et la mobilisation.⁷⁴

Mais par-dessus tout, la Coalition nationale des femmes, où la FFQ a joué un rôle de leadership considérable, démontre que la pluralité se combine à l'autonomie pour mieux «Enraciner l'avenir» :

Depuis 10 ans, la Fédération des femmes du Québec a fait de grands pas, des pas gigantesques qui l'ont propulsée à travers le Québec, le Canada et le monde entier. Elle a organisé et coordonné deux marches d'envergure en six ans (l'une québécoise portant neuf revendications pour contrer la pauvreté, l'autre mondiale, sur la pauvreté et la violence faite aux femmes) en plus d'avoir été active et visible sur de nombreux autres fronts tels la perception automatique des pensions alimentaires, le débat référendaire, l'économie sociale, la lutte au déficit 0, la réforme de l'aide sociale, l'équité salariale, le projet de loi sur l'élimination de la pauvreté, la discrimination faite aux gays et lesbiennes [...] ⁷⁵

Nous aimerions à cette étape-ci circonscrire quelques points importants. Comment la Marche mondiale des femmes, l'expérience notoire dans l'arène mondiale, a-t-elle surmonté les défis inhérents à la diversité ? Il fallait bien une plate-forme

⁷⁴ Site de la FFQ : <http://www.ffq.qc.ca/presentation/coalition.html>)

⁷⁵ Site FFQ, disponible en ligne à : <http://www.ffq.qc.ca/priorites/orientation.html>

**Grande manifestation nationale
le 7 mars 2004 : « La riposte des femmes.
Ensemble, tout est possible! »**

Cette année, les femmes du Québec participeront à un 8 mars hautement politique... que ce soit en participant à l'une des nombreuses actions organisées en région (forums, manifestations, actions d'éducation populaire, etc.) ou en se joignant à la grande manifestation nationale qui aura lieu à Montréal le 7 mars! À l'occasion de la journée internationale des femmes 2004, le Collectif 8 mars formé de la Fédération des femmes du Québec, de la CSN, de la FTQ et de l'Intersyndicale des femmes (CSQ, APTMQ, CPS, CSD, FAC, FIIQ, SFPQ, SPGQ) a organisé une manifestation d'envergure nationale à Montréal le 7 mars 2004 et mettra de l'avant un « Manifeste de la riposte des femmes » comprenant 5 revendications adressées au Gouvernement Charest. Cette action est appuyée par le Réseau de vigilance qui mobilisera pour l'occasion ainsi que par le Groupe des 13.

Dans la conjoncture actuelle qui menace grandement les droits des femmes, le thème choisi pour le 8 mars 2004 appelle le **mouvement des femmes à s'unir** pour organiser une riposte contre les politiques régressives de droite du gouvernement libéral. « **Ensemble** » met l'accent sur la nécessaire unité du mouvement des femmes et de l'ensemble de la société pour combattre ces reculs.

(Disponible en ligne à :

<http://www.ffq.qc.ca/actions/8mars2004.html>)

commune où sont affirmées les valeurs, les revendications, le projet de société des mouvements de femmes du monde entier. Et qui plus est, il fallait concilier les plates-formes nationales à l'échelle mondiale. Isabelle Giraud⁷⁶ avance quelques réponses. Premièrement, la stratégie de mobilisation en transnationalisation des solidarités vise la visibilité médiatique et repose sur l'élargissement au maximum des bases de mobilisation dans les mouvements sociaux nationaux.

D'ailleurs, la pauvreté et la violence sont des thèmes qui ne se limitent pas à la catégorie «femmes» et ainsi aux seuls intérêts des femmes. En l'occurrence, ces thèmes ont permis de développer des alliances avec différents autres acteurs de la société civile. Et de fil en aiguille, le processus organisationnel s'est trouvé renforcé par la diversité des expertises et des ressources disponibles par ces alliances : l'utilisation des TIC par des organisations expérimentées en ce domaine (CDEACF), développement de relations transnationales grâce aux organisations de solidarité internationale, etc. «Cette diversité est typique de la nouvelle forme de mobilisation des mouvements sociaux dans les années 1990, qui repose sur une certaine mouvance des réseaux de solidarité»⁷⁷.

Isabelle Giraud cerne d'ailleurs six types de référence identitaire parmi les personnes ayant manifesté le 14 octobre 2000 à Montréal : l'identité féminine, l'identité militante (que Castells appelle l'identité-projet), l'identité sociale (monoparentale ou monoparental, chômeuse ou chômeur), l'identité ethnique (minorité «visible» et autochtone) et l'identité homosexuelle. C'est ce qui lui fait penser que «l'identité féminine ne monopolise plus les fondements de la participation à une manifestation féministe»⁷⁸. Ce qui rejoint les positions de Diane Lamoureux qui s'inquiète des répercussions concrètes des théories postmodernes : «Si, d'un point de vue intellectuel, celles-ci exercent un pouvoir de séduction évident, elles tournent court cependant sur le plan pratique»⁷⁹. Or, la Marche mondiale des femmes devient une forme de mobilisation intéressante du fait qu'elle recoupe sans repousser les diverses identités collectives. De ce fait, l'acteur est bel et bien pluriel.

Deuxièmement, le rôle d'information et d'éducation populaire a été un facteur clé de la cohésion de l'événement. Il faut vulgariser, prendre le temps de permettre à ceux et à celles qui vivent la pauvreté et la violence de comprendre les enjeux de la mobilisation. Cette responsabilité a été remise aux groupes de base mais toutefois supportée par la diffusion d'outils d'information et d'éducation populaire. D'autre part, cette diffusion s'est faite non seulement auprès des groupes de femmes mais aussi mixtes et non-féministes : «Le changement vers la diffusion et la vulgarisation de l'analyse féministe permet de mobiliser sur une autre base que l'identité sexuelle

⁷⁶ GIRAUD, Isabelle (2000). «La transnationalisation des solidarités: l'exemple de la marche mondiale des femmes», in *Les frontières du social : nationales, transnationales, mondiales ?*, revue *Lien social et politiques*, 45 : 145-160.

⁷⁷ *Ibid.* 151.

⁷⁸ GIRAUD, 2000 : 152

⁷⁹ LAMOUREUX, Diane (éd.) (1998). *Les limites de l'identité sexuelle*, Montréal : Éditions du Remue-ménage, p. 90.



et il permet d'intégrer les réflexions féministes aux analyses de mouvements sociaux jusqu'alors plutôt neutres par rapport au genre⁸⁰. Ce rapprochement à l'invitation du mouvement des femmes a eu le mérite d'étendre son influence analytique et politique puis provoquer l'occasion chez les différents acteurs de la société civile à «réfléchir sur les effets différenciés des politiques sociales»⁸¹. Ainsi on a pu observer des rapprochements à première vue irréconciliables. Par exemple, des groupes religieux ont dépassé leur position éthique, celui du droit à la vie et contre le droit à l'avortement, pour rallier avec respect le mouvement des femmes en adoptant une position de neutralité.

Toutefois, le défi de la pluralité au sein d'une telle mobilisation ne saurait se faire sans heurts et problèmes. Le comité de liaison international de la Marche mondiale des femmes en identifie trois : «l'intégration des questions liées à la problématique du corps et de la sexualité, le lien réel avec le mouvement anti-mondialisation et la forme de la prise de décision au sein du réseau transnational».⁸²

Malgré ces obstacles et défis, les groupes féministes ont reconnu la force des représentations et l'importance que revêt la transnationalisation des solidarités:

La transnationalisation, c'est tout d'abord la solidarité au-delà des frontières : ce geste est investi par les militantES d'une très forte valeur morale. Deuxièmement, ce geste est interprété comme un acte de construction d'un nouvel ordre mondial dans lequel les associations de la société civile joueront un rôle politique plus important dans la prise de décision nationale et supranationale.⁸³

C'est là que peuvent s'épanouir les sujets féministes. La transnationalisation des solidarités est un acte politique pour la construction d'une société civile internationale contre la mondialisation néo-libérale. Dans une lettre adressée à la Banque mondiale et au FMI, le 16 octobre 2000, le comité international de la Marche mondiale des femmes énonce le souhait de la construction d'une citoyenneté «post-nationale» fondée sur le respect des cultures, des différences et de l'environnement.⁸⁴

En somme, le sens du projet féministe passe par de multiples identités pour faire face à la globalisation néolibérale et dont les formes de mobilisation prennent appui sur l'autonomie, la diversité et une stratégie la transnationalisation des solidarités. Puis, comme nous allons le voir dans la prochaine section, la communication médiatisée par Internet se révèle être une pratique innovatrice chez les groupes de femmes qui peut s'ouvrir sur des pratiques dialogiques qui visent le développement d'une citoyenneté sociale et qui plus est, transnationale.

⁸⁰ GIRAUD 2000: 152.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² GIRAUD, 2000: 153.

⁸³ Giraud, 2000 : 154.

⁸⁴ Giraud, 2000 : 155

La galaxie Internet

Le rôle central d'Internet dans tant d'activités sociales, économiques et politiques condamne à la marginalité ceux qui n'y ont pas accès, ou insuffisamment, et ceux qui sont incapables de s'en servir efficacement. Il n'est donc guère surprenant que les vibrants éloges de tout ce qu'il peut apporter à la liberté, à la productivité et à la communication s'accompagnent de sévères dénonciations de la fracture numérique que crée l'inégalité face au réseau.

La différenciation entre « connectés » et « non connectés » ajoute un nouveau clivage fondamental aux facteurs existants de l'inégalité et de l'exclusion sociale, dans une interaction complexe qui accroît ouvertement l'écart entre les criantes promesses de l'ère de l'information et la sinistre réalité pour tant de gens dans le monde.

(Castells, 2001 :300)

4 Des liens sociaux aux liens électroniques

Dans le contexte actuel, la communication entre les membres de nos organisations devient une condition essentielle à la bonne démarche de toutes mobilisations. La culture d'Internet est fondée sur la foi dans le progrès humain. Internet est mise en oeuvre par des communautés de hackers adeptes de liberté et de créativité. Ces valeurs réintégrées à des réseaux virtuels qui veulent réinventer la société ne fait-elle pas d'Internet l'instrument parfaitement adapté aux nouvelles formes de militantisme décrites précédemment ?

Internet est perçu comme l'outil idéal pour agir – informer – organiser – recruter et résister à la domination. Tout comme les maîtres du monde qui contrôlent et alimentent les grands réseaux de communication, tels que les réseaux de flux financiers, les mouvements sociaux développent des réseaux de communication qui passent par les TIC. Contrairement aux premiers, les mouvements sociaux favorisent l'accès des différents acteurs sociaux de la société civile aux TIC.

L'histoire des technologies nous a prouvé maintes fois que les utilisateurs qui sont aussi des producteurs, adaptent la technique à leurs besoins et à leurs valeurs propres. Ce faisant, ils finissent par la transformer, comme l'a montré des auteurs tels que Claude Fisher, (l'histoire du téléphone) ou Patrice Flechy (l'histoire du cinéma et d'autres technologies). Le cas d'Internet est bien particulier, puisque les nouveaux usages et les modifications introduits par les utilisateurs sont aussitôt communiqués à la planète entière et ce, en temps réel. Le temps entre la production et la réception se trouve ainsi extraordinairement raccourci. Castells souligne d'ailleurs que : « nous nous engageons dans un processus où l'on apprend en produisant, dans un cercle vertueux de rétroaction entre la diffusion de la technologie et son perfectionnement. »⁸⁵

Donc, l'ampleur de la mise en réseau ne se résume pas au nombre d'utilisateurs : elle se mesure aussi à la qualité des usages développés. Ainsi, le résultat de la lutte (entre l'instabilité, l'insécurité, l'inégalité et l'exclusion sociale qui accompagnent la créativité, l'innovation, la productivité et la création de richesses sur le réseau Internet) dépend des usages que nous développerons, vous et moi compris. Ainsi, nous pouvons contribuer à la réduction de la fracture numérique !

Cependant, le nonaccès aux réseaux est en voie de devenir la forme la plus dommageable d'exclusion. Tout comme le taux de pauvreté, le taux d'accès et le développement des usages Internet sont étudiés à la loupe par l'ensemble des acteurs sociaux. L'atlas du Cyberspace⁸⁶, utilise la métaphore de la cybergéographie pour suivre l'évolution de la population d'internautes à travers le monde. L'enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens (EUIM) s'ajoute maintenant à l'Enquête sur la population active. Le CEFRIO effectue régulièrement des enquêtes et publie les résultats sur son site *InfoMetre*. Un coup d'œil à ces statistiques nous permettra de mieux comprendre cette nouvelle forme d'exclusion.

⁸⁵ Castells : 2001, p. 42.

⁸⁶ Site anglophone en ligne à : <http://www.cybergeography.org/atlas/geographic.html>

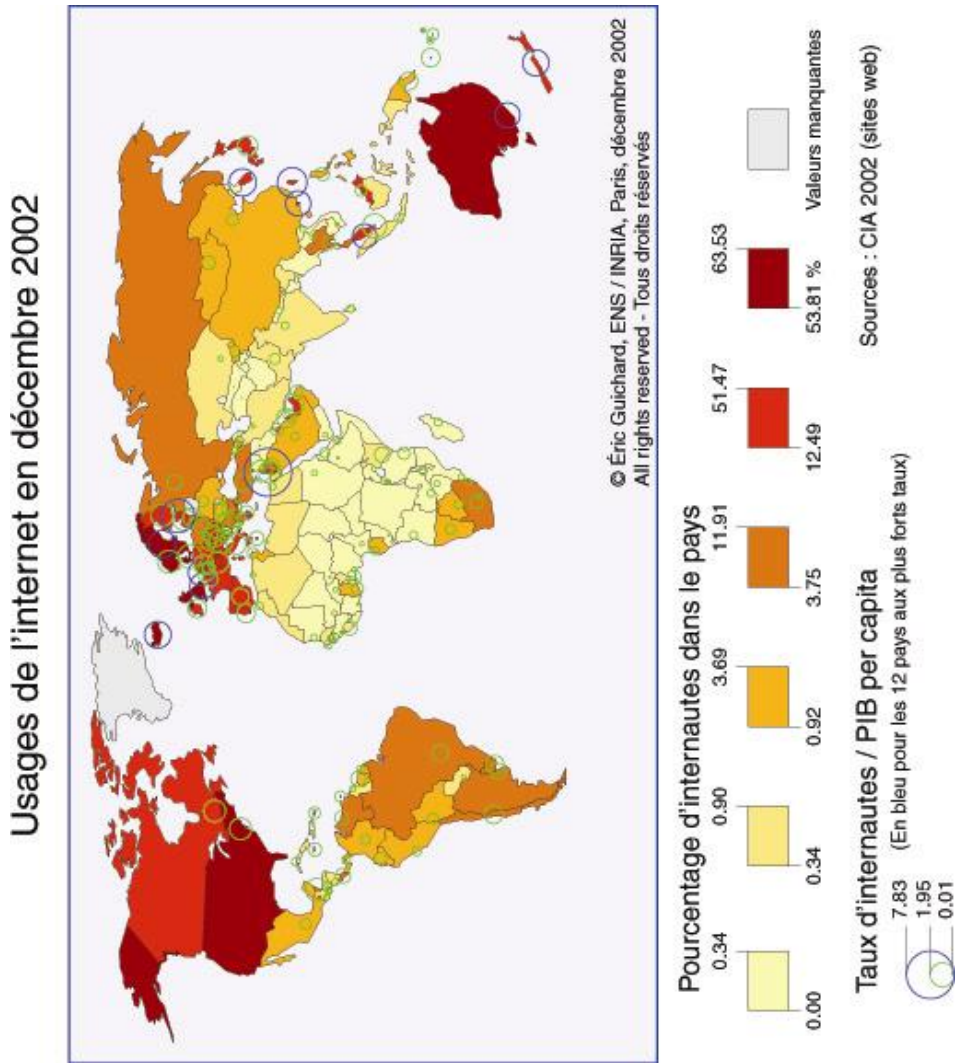
La fracture numérique

L'une des facettes de l'exclusion sociale est la fracture numérique. La fracture numérique est l'expression de l'écart social qui se creuse entre les personnes qui ont accès aux TIC et celles qui ne l'ont pas.

Elle est la résultante de choix politiques qui ont été faits à la fois par nos élus et gens d'affaires nationaux mais aussi au-delà des frontières habituelles puisque les TIC ont la particularité de défier l'espace et le temps.

4.1 L'accès et l'usage d'Internet dans le monde

L'infrastructure du réseau Internet repose sur un amalgame de liens « électroniques » (câbles de cuivre, fibre optique et micro ondes) qui relient les internautes du monde entier. C'est sur cette structure que se développe le réseau d'internautes et que se dessine, du même trait, la fracture numérique.



- La « fracture numérique » est ici visible: l'Afrique présente les plus faibles taux, suivie de l'Asie centrale.
- Les USA, l'Europe du Nord et l'Australie présentent, les plus forts pourcentages d'internautes.

Pour produire une mesure de la dynamique des pays indépendamment de leurs richesses, Eric Guichard (l'auteur de cette carte) a calculé le rapport du taux d'internautes sur le PIB par individu. Avec cet indicateur, les douze pays les plus utilisateurs d'internet sont, dans l'ordre (et repérés par des cercles sur la carte) : la Palestine (7.81, dénommée « Gaza Strip and West Bank » par la CIA), puis loin derrière, l'Estonie (3.81), Taïwan (2.99), la Suède (2.57), la Corée du Sud (2.56), l'Islande (2.42), la Nouvelle Zélande (2.34), la Grande Bretagne (2.23), Hong-Kong (2.15), l'Australie (2.14), les Pays-Bas (2.1) et la Malaisie (2.01).

La fracture numérique

Partout dans le monde, l'accès à Internet repose sur deux types des facteurs :

Facteurs sociaux :

- revenu
- éducation
- sexe
- ethnie
- langue

Facteurs géographiques

- zone urbaines
- zone rurales

4.2 L'utilisation d'Internet au Canada⁸⁷

Les ménages canadiens qui ont adopté Internet sont surtout ceux à revenu élevé, ceux dont les membres sont actifs, ceux ayant des enfants qui habitent encore à la maison ainsi que les personnes au niveau de scolarité plus élevé.

L'enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens réalisé en 2001, révèle qu'après une augmentation vers la fin des années 1990, l'utilisation d'Internet par les ménages s'est stabilisée. En 2002, environ 7,5 millions de ménages comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet soit à domicile, au travail, à l'école, dans une bibliothèque ou à un autre endroit. Ce taux de croissance était nettement inférieur à ceux de 19 % en 2001 et de 24 % l'année précédente.

Proportionnellement, ces ménages représentaient près de 62 % des 12,2 millions de ménages en 2002. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à 2001. La proportion de ménages utilisant régulièrement Internet a presque doublé, passant de 29 % seulement en 1997 à 60 % en 2001.

Accès à Internet des ménages canadiens depuis 1998

	1998	1999	2000	2001	2002
	% des ménages				
Tous les ménages	35,9	41,8	51,3	60,2	61,6
23 000 \$ et moins	13,1	18,8	23,9	31,6	33,0
De 23 001 \$ à 39 999 \$	23,8	29,2	42,8	51,8	50,9
De 40 000 \$ à 69 999 \$	41,6	48,1	60,6	70,1	74,7
70 000 \$ et plus	65,0	71,2	77,9	87,3	87,9

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau [358-0017](#) et produit n° [56F0004MIF](#) au catalogue.

4.3 L'utilisation d'Internet au Québec⁸⁸

Le sondage NETendances 2002, du CEFRIO nous apprend que 3,2 millions de québécois et de québécoises utilisent Internet sur une base régulière, au domicile ou ailleurs. Parmi ceux-ci sont les hommes, les plus jeunes, les mieux nantis, les plus scolarisés, les habitants des grands centres urbains, les professionnels et les non-francophones qui utilisent davantage Internet : «En fait, si certaines strates de la société québécoise ont rattrapé un certain retard, d'autres l'ont vu s'accroître»⁸⁹.

- En décembre 2001, 51,1 % des ménages québécois possèdent un ordinateur (59,9% au Canada) ce qui représente 21,9% du total canadien ;
- La même année, 42,7% des ménages québécois sont branchés à Internet (48,7% au Canada) ce qui représente 22,5% du total canadien.
- 38% des ménages québécois branchés proviennent de la région de Montréal alors que 5,4% proviennent de la région de Québec et 23,1% pour le reste du Québec.

⁸⁷ Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau [358-0017](#) et produit n° [56F0004MIF](#) au catalogue.

⁸⁸ Selon l'institut de la statistique du Québec

⁸⁹ NETendances 2002, version abrégée : 7,10

Le droit à communiquer

«L'être humain est au coeur de notre vision des sociétés de l'information et de la communication. On doit promouvoir, respecter, protéger et affirmer la dignité et les droits de tous les peuples et de chaque personne. Nous devons donc en priorité nous attacher à combler le fossé injustifiable que l'on peut observer entre les différents niveaux de développement et entre l'opulence et l'extrême pauvreté.

Nous sommes résolus à édifier des sociétés de l'information et de la communication qui soient centrées sur la personne, inclusives et équitables;

des sociétés dans lesquelles chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser, de partager et de diffuser, librement, l'information et le savoir, pour donner aux individus, aux communautés et aux peuples des moyens suffisants d'améliorer leur qualité de vie et de réaliser l'intégrité de leur potentiel;

(... Suite page suivante)

Le sondage NETendances 2003 révèle, quant à lui, que le pourcentage d'internautes a nettement progressé au Québec au cours des dernières années passant de 34 % en janvier 2000 à 60 % en décembre 2003.

À la fin de 2003 plus de 3,5 millions d'adultes québécois utilisaient Internet sur une base régulière :

- Le taux moyen est de 54,8 %.
- L'achat sur Internet a gagné quelques nouveaux adeptes en 2003. On estime que près d'un adulte québécois sur quatre aurait fait au moins un achat sur Internet (23,1 %).
- Il est à noter que le tiers (32 %) des adultes québécois considèrent que les achats en ligne par carte de crédit sont sécuritaires. Ce taux est passé de 26 % en 2001 à 29 % en 2002.
- En 2003, tout près du quart des adultes québécois utilisaient Internet pour payer leurs comptes ou encore pour consulter leur solde bancaire (23 %).
- Au boulot, l'utilisation d'Internet est demeurée au beau fixe : 32 % des adultes québécois (environ 1,9 million de personnes) s'en servent dans le cadre de leurs fonctions alors que près d'un million d'adultes (18,1 %) l'utilisent pour faire du télétravail.
- Le courrier électronique demeure l'application préférée des Québécois. En fait, près de la moitié des adultes (3 millions) communiquent régulièrement par courriel.
- Pratiqué par 19,1 % des adultes en 2003, le clavardage (chat) gagne en popularité (15 % en 2002).
- L'écoute et le téléchargement de musique demeurent des activités pratiquées par plusieurs adultes québécois (17,2 %) soit près d'un million d'entre eux.
- Enfin, en février 2003, 27,9 % des adultes québécois ont fréquenté un site du gouvernement du Québec et 22,8 % un site du gouvernement fédéral.

Février 2004

- 52,7% des adultes québécois utilisent Internet

4.4 L'utilisation d'Internet dans les régions du Québec

Bien que le nombre d'Internaute soit passé de 34 % (janvier 2000) à 60 % (décembre 2003) au Québec, on apprend dans la dernière étude du CÉFRIO que ce taux varie énormément selon la région et que le Québec ne fait pas exception à la règle. C'est dans les grands centres urbains que l'on retrouve la plus grande proportion d'Internaute.

Les taux d'utilisation d'Internet au sein de la population adulte sont les plus élevés au Québec dans les régions suivantes : Montréal (63 %), Laval (58 %) et région de Québec (56 %), ils dépassent la moyenne provinciale (53 %) en 2002-2003. À l'opposé, la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (37 %), le Bas-Saint-Laurent (41 %),

Le droit à communiquer (suite)

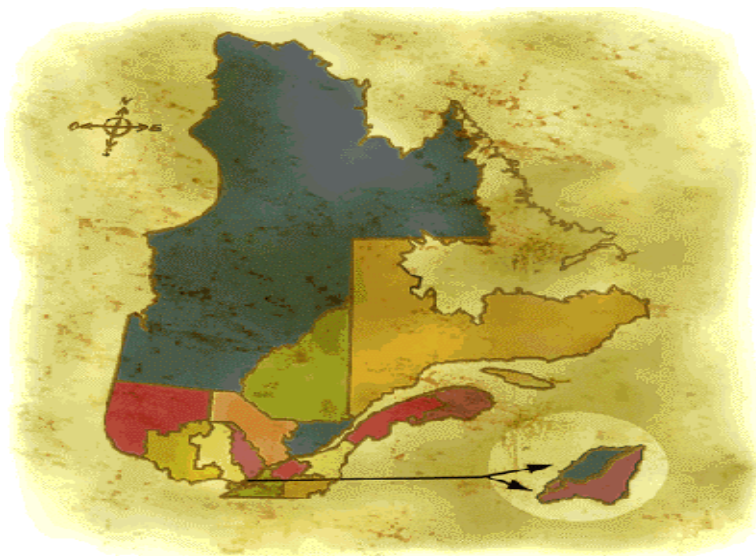
... des sociétés fondées sur le principe d'une justice sociale, politique et économique et sur la pleine participation et l'autonomisation des peuples, et qui relèvent ainsi véritablement les principaux défis auxquels le monde fait aujourd'hui face en matière de développement; des sociétés qui visent à parvenir au développement durable, à la démocratie et à l'égalité entre les hommes et les femmes pour instaurer un monde plus pacifique, plus juste et plus égalitaire et, partant, un monde durable, conformément aux principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.»

(Extrait de la Déclaration de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'information, Genève, décembre 2003. Disponible en ligne à : http://www.wsis-online.net/csnews/news/item?item_id=325499

le Saguenay – Lac-Saint-Jean (45 %), la Mauricie et le Centre-du-Québec (45 %) sont les régions dont la population adulte utilise le moins Internet.

Sur le plan du commerce électronique, la région de Montréal arrive en tête avec 11 % d'adultes ayant effectué un achat en ligne au cours de 2002-2003. Elle est talonnée par la région de l'Outaouais (10 %). Les régions du Bas-Saint-Laurent (3,8 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (3,9 %) ferment la marche.

Pour l'ensemble du Québec, 49 % des femmes ont utilisé Internet contre 58 % des hommes en 2002-2003. Notons que ce sont les régions qui comptent le plus haut taux d'utilisation qui présentent l'écart le plus important entre les sexes.



4.5 La fracture numérique

La fracture numérique est donc bien présente sur l'ensemble de la planète. Elle est l'expression de l'écart social qui se creuse entre les personnes qui ont accès aux TIC et celles qui ne l'ont pas. Au sens usuel, le terme « fracture numérique » signifie l'inégalité dans l'accès aux services Internet. Toutefois, plusieurs études démontrent que le problème de la fracture numérique dépasse largement le simple défi de l'accès à ces technologies. La fracture numérique n'est en fait que l'une des expressions du problème social de fond, l'exclusion sociale.

Comme nous l'avons vu précédemment, Internet pourrait parfaitement s'adapter au mouvements sociaux qui ont pour mission de réduire les inégalités sociales et économiques entre les pays, les régions, les salariés ou les groupes sociaux. Comme l'usine constitue la structure (cadre d'organisation du mouvement ouvrier) Internet est l'infrastructure matérielle des mouvements sociaux actuels.⁹⁰ Les militantEs s'approprient Internet et l'utilisent pour réaliser leur mission tout en développant des usages nouveaux qui contribuent à contrer l'exclusion.

⁹⁰ Castells : 2001, p. 174.

INTERNET CITOYEN

Afin de mieux comprendre ce que représente l'enjeu de l'appropriation des TIC, nous reproduisons ici un extrait de la **Plateforme de l'Internet citoyen** (voir le site de Communautique):

«La création d'une société de l'information repose premièrement sur des citoyens et des citoyennes informés ou du moins, ayant les outils nécessaires pour accéder à l'information. Le Québec compte plusieurs milliers d'organismes communautaires et d'économie sociale implantés dans toutes les régions.

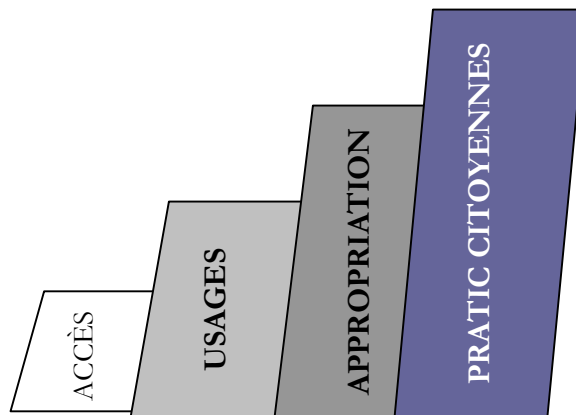
5 L'appropriation des TIC dans les groupes en action communautaire autonome : UN NOUVEAU DÉFI !

Castells distingue six grands mouvements sociaux qui se sont engagés dans une forme planétaire de coordination et d'action qui s'appuient sur Internet pour réaliser leur mission: les mouvements pour les droits de l'homme, le féminisme, l'écologisme, le mouvement ouvrier, le mouvement religieux et le pacifisme. Il constate aussi que de nouveaux types de mouvements sociaux surgissent à l'ère de l'informatique :

« Des mouvements fondés sur l'émotion collective, souvent déclenchés par un événement médiatique ou une crise majeure, paraissent faire davantage pour le changement social que la routine quotidienne des consciencieuses ONG. Ce sont des mouvements qui visent à prendre le pouvoir dans les têtes pas dans l'État. Seattle est l'exemple paradigmatique de ce nouveau type de mouvement social.»⁹¹

Nous assistons donc à l'émergence d'organismes qui se donnent pour mission de contrer la fracture numérique. L'objectif de ces organismes est de travailler pour un accès démocratique à Internet, c'est-à-dire que l'ensemble de la population puisse avoir accès à Internet, qu'elle puisse se l'approprier et développer des usages citoyens.

Dans la section suivante, nous introduirons l'exemple de *Communautique*, un organisme québécois qui consacre sa mission à la recherche de solutions communautaires à cette nouvelle problématique sociale et nous étudierons de façon plus spécifique le cas de l'usage d'internet par les groupes de femmes. Cela nous permettra de mieux faire la distinction entre l'accès et les usages comme niveaux **d'appropriation** des TIC et d'introduire le concept des « praTICs citoyennes ».



⁹¹ Castells, Manuel (2001), *La galaxie Internet*, Paris : Éditions Fayard, p. 174

**INTERNET
CITOYEN**

Acteurs dynamiques et reconnus du développement économique et social au Québec, les groupes sont présents dans toutes les localités du Québec, ils travaillent avec les personnes démunies, ils s'adaptent à leurs besoins, ils connaissent bien la réalité et les besoins des populations qu'ils desservent, ils possèdent une expertise unique et ils sont au cœur de l'innovation sociale. Les organismes communautaires et d'économie sociale se trouvent ainsi en première ligne pour mesurer la globalité des impacts et saisir les enjeux relatifs aux technologies pour les personnes avec lesquelles ils travaillent.»

(Communautaire)

5.1 L'enjeu de l'appropriation des TIC selon *Communautaire*

Puisqu'en ce domaine, les études-terrain (dites «empiriques») sont encore peu nombreuses au Québec⁹², nous avons fait le choix d'exposer le projet «*Communautaire*» pour entreprendre l'exploration de l'état des besoins d'appropriation des TIC par les groupes en action communautaire au Québec.

*Communautaire*⁹³, tout comme *La Puce communautaire*, s'insère dans un secteur où «de nouveaux groupes communautaires sont nés avec pour mission spécifique l'appropriation sociale et démocratique des technologies de l'information et de la communication (TIC)⁹⁴». Sa **mission** est formulée comme suit : «Mettre les technologies de l'information et de la communication au service des milieux communautaire et populaire ainsi qu'au service des citoyens et citoyennes potentiellement exclus, dans une perspective d'élargissement de la vie démocratique et de la citoyenneté, tout en contribuant au développement d'espaces communautaires sur l'inforoute. Ses **objectifs** sont :

- 1) Accroître l'accès aux technologies de l'information et des communications;
- 2) Favoriser la prise en charge et l'autonomie des groupes communautaires, du milieu et des citoyenNES ;
- 3) Développer une culture télématique démocratique ;
- 4) Contribuer au développement de l'inforoute et des espaces télématiques communautaires;
- 5) Contre l'exclusion sociale liée aux technologies de l'information et des communications».

Ses activités sont **financées** essentiellement par deux programmes. L'un est fédéral, le programme Volnet, et l'autre est provincial, le Fonds de lutte à la pauvreté.» Ses activités se fondent sur **une étude des besoins** réalisée par *l'institut canadien d'éducation des adultes* (ICEA) et de *la Puce communautaire*, et déposée en mars 1997. Ce projet de recherche visait à répondre aux questions d'appropriation suivantes:

Les organismes sont-ils prêts à investir les inforoutes? Disposent-ils des équipements nécessaires? Quels obstacles et limites devront-ils surmonter? Quels acquis ont-ils tirés du processus d'informatisation? Comment veulent-ils s'approprier ces nouveaux outils et à quelles fins? À quoi ressembleraient les espaces ou les réseaux communautaires souhaités et quels services devraient-ils offrir?⁹⁵

⁹² MILLERAND, Florence (1999b). *Les TIC et les femmes : bibliographie critique annotée : étude réalisée dans le cadre du projet Internet au Féminin*, <http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/bibliofemmes.html>

⁹³ Site web de Communautaire : <http://www.communautaire.qc.ca/>.

⁹⁴ Richard, Ginette (20 octobre 2000) «Le monde communautaire et Internet : des expériences, des enjeux, des défis et une certaine lucidité», document du premier *Colloque du CIRASI*, Télé-Université, Montréal, pp 12-14.

⁹⁵ ICEA et Puce communautaire (1997). *Rapport de l'étude sur les besoins* [Disponible en ligne à : <http://www.communautaire.qc.ca/>]

L'accès aux TIC n'est que la première condition à l'appropriation de ce nouveau mode de communication en réseaux : informatisation c.-à-d. accès aux ordinateurs, branchement à la connexion Internet, ...

Accès informatique: Possibilité de pénétrer dans un centre informatique ou d'utiliser les ressources d'un système pour rechercher, obtenir ou traiter de l'information.

Accès à l'information: Possibilité de consulter un document ou d'obtenir l'information contenue dans celui-ci.

Accès aux télécommunications: Possibilité d'utiliser une ligne de communication, installée entre le terminal d'un abonné et l'un des centres de commutation d'un réseau de télécommunication.

Accès à Internet: Combinaison des trois accès précédents : l'accès à Internet se fait grâce à une connexion préalable (branchement) au réseau de télécommunication à partir de l'accès aux matériel informatique qui décode et rend l'information accessible à l'ensemble des utilisateurs. L'utilisateur doit alors disposer d'un modem et d'un abonnement à un fournisseur d'accès ou se connecter à un réseau local.

Les usages doivent se développer dans les organisations en action communautaire que ce soit par l'utilisation du courriel, des listes de discussion, des «blog» ou par la navigation sur le web, ...

Selon Eric George, il s'agit des façons d'utiliser un outil qui se manifestent avec récurrence sous la forme d'habitudes ancrées dans la vie quotidienne et qui témoignent que les diverses utilisations en question sont intégrées parmi les pratiques quotidiennes de tous ordres.

Utilisation: Action, manière d'utiliser, c'est-à-dire d'employer, correspondant par exemple aux relations de l'utilisateur, de l'utilisatrice avec la machine. Selon Larousse, utiliser quelque chose, ou utiliser quelqu'un, en tirer partie, s'en servir pour son usage, pour son profit.

La première synthèse des résultats de cette recherche décrit, sous plusieurs facettes, les enjeux de l'appropriation⁹⁶ de cet outil :

- 1) s'approprier l'espace pour s'informer, communiquer et diffuser;
- 2) résister à l'urgence et à la vitesse accrue qui fait pression sur la production;
- 3) se préparer aux changements et aux façons de travailler;
- 4) s'assurer que l'utilisation reflète les valeurs et les principes des milieux communautaires c.-à-d. de solidarité, de justice sociale ;
- 5) miser sur des contenus fiables, pertinents et de qualité.

La deuxième synthèse des résultats de l'étude de l'ICÉA et de la *Puce communautaire* met en relief les différentes conditions qui faciliteront l'appropriation des TIC. Globalement, les intervenantes et intervenants accordent une importance non négligeable à l'informatique en temps que tel : «L'informatique occupe une place de plus en plus importante dans le travail quotidien des organismes communautaires. La très grande majorité des répondants [à l'étude de l'ICÉA et de la Puce communautaire] considèrent que l'informatique apporte des améliorations importantes dans la réalisation de leur travail. Les participant-e-s décrivent l'ordinateur comme un outil indispensable qui facilite le travail et augmente l'efficacité. Personne ne regrette la machine à écrire avec ses copies « carbone ». Seule une minorité demeure rébarbative aux ordinateurs, tandis que la majorité adopte une attitude plutôt pragmatique. Plusieurs répondants soulignent la présence de « passionnés » et de « mordus » au sein de leurs équipes de travail».

Aussi, leurs besoins se résument en quatre points majeurs :

- 1) la formation et le soutien technique;
- 2) l'accès aux équipements;
- 3) l'animation sur le terrain;
- 4) le développement de ressources et de moyens adaptés aux besoins des milieux communautaires.

⁹⁶ Pour aller plus loin sur le concept d'appropriation des TIC, consultez : MILLERAND, Florence (1998 et 1999a). «Usages des NTIC ; les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation», in revue *CommPosite*, Disponible en ligne : http://composite.ugam.ca/98.1/articles/ntic_1.htm

L'impact des technologies au quotidien

Quotidiennement, nous sommes confrontés à de plus en plus de situations marquées par l'introduction de l'informatique et d'Internet : en tant que parents qui veulent participer à l'éducation de leurs enfants qui, dès leurs premières années à l'école, apprivoisent l'informatique et Internet; en tant qu'employés ou personnes à la recherche d'emploi dans un monde du travail où une connaissance minimale de l'informatique devient la norme dans pratiquement tous les secteurs d'emploi ; en tant que citoyennes ou citoyens constamment référés à des adresses électroniques ou à des sites Web pour obtenir de l'information, accéder à un service ou exprimer une opinion ; en tant que consommateurs confrontés aux guichets automatiques et aux modes de paiement automatisés à l'épicerie ou ailleurs. (...)

L'accès universel aux technologies pose donc un défi à l'ensemble de la société québécoise. Toutefois, les statistiques en matière d'accès nous montrent que de larges pans de la population risquent de se retrouver en marge. Un ensemble d'actions, de politiques ainsi que des mesures diversifiées et spécifiques doivent être ainsi mises en place et s'adresser autant à l'ensemble de la population qu'aux personnes les moins nanties qui risquent davantage d'être exclues.

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen. Disponible en ligne à : <http://www.communautique.qc.ca/>

5.2 L'accès et les usages : le cas des groupes de femmes

Il ressort de la bibliographie critique annotée de Florence Millerand, commandée par Relais-Femmes en 1999⁹⁷, une préoccupation certaine des groupes de femmes du Québec à l'égard de l'appropriation des TIC par les femmes. Premièrement, on peut relever **des initiatives québécoises** significatives : le projet *Internet au féminin* coordonné par le CDEACF dont fait partie la liste de discussion *NetFemmes*, et le projet *Terre à Terre dans le Cyberspace* du Studio XX. Deuxièmement, bien que les écrits empiriques sur l'accès et les usages des groupes de femmes soient aussi peu nombreux, sont aussi répertoriés **des documents traitant des enjeux des TIC** pour le milieu communautaire féminin et des guides sur Internet.

Chronologiquement, les chercheuses canadiennes du domaine des communications ont emboîté le pas dès le début des années '90 sur ce terrain. Ellen Balka⁹⁸ et Leslie Regan Shade⁹⁹ se sont d'abord intéressées à la problématique de **l'accessibilité** des technologies de communication et d'information pour les femmes. Balka (1997) la décortique de la façon suivante :

- a) l'accès à la technologie proprement dite ;
- b) l'accès à l'éventail des modes de communication ;
- c) l'accès aux compétences techniques ; et
- d) l'accès aux réseaux dans le contexte des structures organisationnelles en place.

Fait intéressant, elle conclut que l'appropriation des réseaux informatiques par les groupes de femmes est, entre autres, tributaire de la façon dont cette question de l'accessibilité des femmes aux réseaux est envisagée par les acteurs politiques, par les groupes de femmes eux-mêmes, etc.¹⁰⁰ Leslie Regan Shade alimentera la discussion par une vaste enquête pancanadienne menée en 1996. Elle identifie alors **quatre (4) obstacles à l'accès** :

- a) le manque de financement ;
- b) le manque de contenu et de ressources pour les femmes ;
- c) le manque de formation ; et
- d) les barrières linguistiques pour les groupes de femmes francophones.

Fait à noter, la ligne conductrice de ce dernier rapport de recherche est celle de l'équité. Il semble que le ton ait été donné par le Comité consultatif sur l'autoroute de l'information (CCAI) et Condition féminine Canada (CFC) pour qui «l'accès universel et la nécessité d'examiner le sexe comme l'un des facteurs ayant une

⁹⁷ MILLERAND, Florence (1999b). *Les TIC et les femmes : bibliographie critique annotée, étude réalisée dans le cadre du projet Internet au Féminin*, <http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/bibliofemmes.html>

⁹⁸ BALKA, Ellen (1997). *Computer Networking : Spinsters on the Web*, Resources for Research and Action, CRIAW/ICREF, [www3.sympatico.ca/criaw]; BALKA, Ellen (1997). *Viewing Universal Access through a Gendered Lens*, Simon Fraser University, [www.fis.utoronto.ca/research/liprp/ua/]

⁹⁹ REGAN SHADE, Leslie (1996). *Rapport sur l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes au Canada*, Programme de promotion de la femme et Condition féminine Canada, 159 p.

¹⁰⁰ MILLERAND, 1999b.

NetFemmes est un réseau pour et par les femmes, mis sur pied par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), organisme à but non lucratif dont la mission est la démocratisation des savoirs et la promotion des savoirs faire des réseaux de l'éducation des adultes et de la condition féminine, et développé en étroite collaboration avec les regroupements nationaux de groupes de femmes du Québec et le Réseau Québécois de chercheuses féministes :

<http://netfemmes.cdeacf.ca/index.php>

DigitElles Montréal est un chapitre de DigitalEve, un organisme international à but non lucratif dédié aux femmes dans le contexte des nouveaux médias et technologies numériques. DigitElles canalise le pouvoir de ce réseau mondial de femmes afin de créer une voix unie qui reconnaît et souligne l'influence que les femmes - quel que soit leur, âge, culture, compétences ou niveau d'implication - ont et devraient avoir dans le domaine de la technologie :

<http://www.digitelles.org>

T@T se veut un projet visant à doter les femmes des outils nécessaires à l'appropriation des technologies :

<http://www.studioxx.org/TaT/francais/index.html>

Studio XX est un groupe de femmes dont le mandat est de faciliter et promouvoir l'utilisation des technologies :

<http://www.studioxx.org>

incidence sur l'accès» sont de leurs préoccupations principales. De ce point de vue, il s'agit bien d'une stratégie d'intégration, une tactique d'égalité des chances pour les citoyens et les citoyennes dont «l'objectif consistera à inciter les Canadiennes et les Canadiens à emprunter l'inforoute le plus vite possible»¹⁰¹. Or, l'intégration dont il est question s'inscrit dans la visée de consolidation des bases de la société de l'information et sous-tend que l'accès universel est celui d'un droit fondamental de la personne puisque la communication et l'accès public sont des biens publics. Plus concrètement, les retombées escomptées touchent la durabilité économique, la création d'emploi, l'apprentissage continu et la démocratisation:

Le grand défi, c'est d'y arriver tout en faisant la promotion des infrastructures d'information nationales et mondiales et en les légiférant dans une économie de marché, déréglementée et concurrentielle, où l'entreprise privée jouit de pouvoirs illimités (quoique inter-opérables).¹⁰²

Cela dit, d'autres chercheuses anglosaxones, Scarlet Pollock et Jo Sutton (1997)¹⁰³, affirmeront que les termes tels que «accès universel», «espace public» ou «citoyen» ne reconnaissent pas l'existence de l'inégalité. Elles rejoignent ainsi les vues de Ellen Balka en mentionnant que le problème en serait un «**d'accessibilité**» plutôt que d'«accès». Elles proposent alors d'évaluer l'accessibilité aux technologies de la communication à partir de l'expérience des femmes c.-à-d. à partir des questions d'accessibilité qu'elles soulèvent elles-mêmes : «se brancher sur l'Internet, l'information à transmettre, les processus à mettre en place, les mesures de sécurité, l'aspect économique, les aspects relevant de l'organisation, la création de programmes et enfin, le support financier».

À l'échelle québécoise, le Conseil du statut de la femme (CSF) mettra évidemment l'emphase, dans son mémoire présenté devant la Commission de la culture sur les enjeux du développement de l'inforoute québécoise en 1996, sur l'importance de la présence des femmes sur l'inforoute québécoise considérant d'autant plus que «les Québécoises sont passées à côté de la première phase des projets» du Fonds de l'autoroute de l'information. Il est alors d'avis que le gouvernement québécois «devrait prendre des mesures spéciales pour aider financièrement les personnes ou les groupements dans leur élan d'informatisation et de branchement à Internet : «Cela permettrait notamment aux groupes de femmes d'augmenter la qualité de leur contribution au développement régional dans lequel elles jouent déjà un rôle actif»¹⁰⁴. Nicole Nepton, pionnière québécoise dans le rôle de Webmestre, rappellera d'ailleurs la lenteur du gouvernement à faire face à ce problème puisque

¹⁰¹ REGAN SHADE, Leslie (1996). *Rapport sur l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes au Canada*, Programme de promotion de la femme et Condition féminine Canada, 159 p.

¹⁰² *Ibid*: 155.

¹⁰³ POLLOCK, Scarlet et Jo SUTTON (1997). *Évaluer l'accès aux technologies de la communication*, site Womenspaces, Disponible en ligne à : <http://womenspace.ca/confer/finalreportf.html>

¹⁰⁴ CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1996). *Infommes, avez-vous dit ? Mémoire présenté à la Commission de la culture lors de la consultation sur les enjeux du développement de l'inforoute québécoise*, Gouvernement du Québec, p. 8.

L'accès et les usages mieux intégrés dans nos organisations pourront nous mener vers une réelle **appropriation**, celles des **pratiques citoyennes** : développement de sites et création d'outils multimédias adaptés à nos pratiques d'action communautaire autonome, par exemple.

Déjà, quelques projets vont de l'avant et méritent d'être connus et reconnus. Ils innovent en développant des outils d'éducation populaire en ligne, des outils d'intervention et d'organisation. Par ailleurs, la **virtualité**, arrachée à la science-fiction, peut être maintenant au service des militants et des militantes.

Les possibilités sont infinies lorsque l'on combine plusieurs médiums que ce soit l'image, le dessin, le texte, l'hypertexte, le son, etc. Cela est devenu possible et réel.

«sans le travail acharné de Womenspace, les groupes de femmes ne seraient pas admissibles au programme Volnet».¹⁰⁵

Or peu de temps après ce mémoire du CSF, deux projets voient le jour dans le mouvement des femmes au Québec. D'abord le projet Internet au féminin a pour leitmotiv d'«alimenter les discussions à venir sur les mesures à prendre [par les groupes de femmes] pour répondre aux exigences actuelles en matière d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications par les femmes et pour les femmes»¹⁰⁶. Au printemps 1998, Relais-Femmes a pour mandat «d'examiner l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes du Québec» et entamera une démarche de recherche-formation de type exploratoire auprès de douze groupes de femmes (dont neuf qui n'étaient pas encore branchés à Internet) :

Faire un survol des recherches canadiennes et québécoises sur l'avènement d'Internet dans les groupes de femmes ; Identifier les pratiques et les besoins des groupes de femmes au Québec par rapport à l'utilisation d'Internet ; Repérer quelques ressources québécoises propres aux femmes dans un contexte d'action communautaire.¹⁰⁷

Presque simultanément, le projet « Terre @Terre dans le cyberspace » prend la forme en 1998 d'une recherche-action auprès de onze groupes de femmes sur l'informatisation du milieu de travail et l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes à Montréal. Son volet recherche a pour but avoué de favoriser l'usage des technologies de communication comme outils de changement social et vise plus particulièrement à identifier «des obstacles qui limitent l'utilisation de ces technologies par les groupes de femmes à Montréal»¹⁰⁸. Cette équipe qualifie même leur projet de «veille sociale» sur le développement des TIC en fonction des intérêts des groupes de femmes (ibid). Rédigé par Colette Lelièvre et réalisé par le Studio XX, le rapport de recherche *L'accès à Internet, certainement, mais pas n'importe comment !* est déposé en avril 1999¹⁰⁹.

L'un, le projet « Internet au féminin », mettra le vent dans les voiles du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) en collaboration avec les regroupements nationaux de groupes de femmes du Québec et le Réseau québécois de chercheuses féministes afin d'inaugurer en 1998 Netfemmes, un réseau pour et par les femmes. Depuis 1998, plus de 300 femmes d'une quinzaine de villes ont été formées à l'utilisation d'Internet. En 1999 et 2000 une soixantaine de Webmestres féministes ont aussi été formées :

¹⁰⁵ Nicole Nepton citée dans NetFemmes 1995-2001 :3.

¹⁰⁶ DUQUE, Nina (1998). *Recherche sur les impacts des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) dans les groupes de femmes du Québec : difficultés et potentiel, dans le cadre du projet Internet au Féminin*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Relais-Femmes, p. 7.

¹⁰⁷Ibid:8.

¹⁰⁸ Disponible sur le site du projet, Résultats préliminaires, avril 1998.

¹⁰⁹ LELIÈVRE, Colette. *L'accès à Internet, certainement, mais pas n'importe comment!*, Montréal : StudioXX. Disponible en ligne : <http://www.studioxx.org/T@T/html/rapport.htm>

L'Internet citoyen : propositions pour son développement

➤ L'accès aux technologies de l'information et de la communication : un droit pour tous et toutes

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen.

Disponible en ligne à : <http://www.communaute.qc.ca/>

Nous croyons que notre réseau fait notre force ; ainsi avons-nous [hébergé] les sites comme celui de la Marche Mondiale des Femmes en l'an 2000 et des listes de discussion féministes animées par différents groupes. (...) Tout comme ces groupes, nous voulons promouvoir la présence active des femmes aux technologies de l'information et des communications.¹¹⁰

L'autre, le projet « Terre@Terre dans le cyberspace », est jumelé aux actions-terrain entreprises par le Studio XX «pour répondre aux besoins exprimés par les femmes (recherche d'informations sur les sources de financement), sur les ressources disponibles aux groupes communautaires (personnel, soutien technique, fournisseurs, formation ciblée, etc.)». Précisons que le Studio XX est un collectif féministe d'intervention sociale et culturelle en matière de technologies et a été le premier organisme avec une telle mission au Québec.

À la lecture de ces deux rapports de recherche québécois, cela confirme ce qu'a pensé Florence Millerand en 1999 c.-à-d. qu'il existe encore aujourd'hui très peu de publications écrites portant sur les initiatives des groupes de femmes du Québec en matière de TIC. Ils constituent les deux documents scientifiques québécois sur lesquels nous devons compter actuellement. Mais il faut toutefois savoir qu'en plusieurs points, les résultats québécois sont comparables à ceux obtenus à l'échelle canadienne¹¹¹. Aussi ces recherches exposent le problème général de l'utilisation d'Internet par les groupes de femmes. Voici les facteurs les plus marquants :

Les groupes manquent de fonds, ce qui serait nécessaire pour l'achat du matériel informatique requis pour se brancher à Internet ; Au travail et à la maison, les femmes disposent de moins de temps libre que les hommes pour explorer les usages possibles des nouvelles technologies de la communication ; Les groupes de femmes insistent sur le fait qu'un appui financier pour s'équiper et maintenir une connexion efficace sur le Web est essentiel.

Et à l'égard des groupes de femmes francophones :

Beaucoup de groupes de femmes francophones ne perçoivent pas Internet, tel qu'il est disposé en ce moment [1998] comme un outil de communication utile ; La connaissance et l'utilisation d'Internet sont moins grandes au Québec que dans d'autres provinces, notamment l'Ontario et la Colombie-Britannique ; Les groupes de femmes francophones en milieu urbain sont plus familiers avec Internet que les groupes de femmes en régions rurales ; Il existe un écart de 5 à 6 ans entre les meilleures pratiques connues et les pratiques actuellement utilisées au niveau des groupes communautaires de femmes francophones.¹¹²

¹¹⁰ Netfemmes, 2001.

¹¹¹ Regan Shade, 1996.

¹¹² DUQUE, Nina (1998). *Recherche sur les impacts des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) dans les groupes de femmes du Québec : difficultés et potentiel*, dans le cadre du projet *Internet au Féminin*, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Relais-Femmes : 12.

L'Internet citoyen : propositions pour son développement

- L'ensemble de la société doit jouer un rôle dans le développement de l'accès - gouvernements, réseaux publics, entreprises privées, syndicats, organismes d'action communautaire et d'économie sociale – et tous doivent pouvoir avoir une prise sur son développement.

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen.
 Disponible en ligne à : <http://www.communaucitoyenne.gc.ca/>

5.3 Les «PRATIC» citoyennes : de nouvelles solidarités citoyennes ?

En regard de ce qui précède et d'un article synthèse fort intéressant de Serge Proulx, plusieurs écrits se basent sur l'observation de mobilisations sociales qui prennent «des formes inédites de communication et d'échange entre les personnes et qui peuvent déboucher sur des formes nouvelles de réseaux sociaux. Nous assisterions alors à l'émergence d'une nouvelle conscience mondiale du fait que les **réseaux transnationaux communautaires et associatifs** peuvent constituer **un nouvel acteur représentant la société civile dans l'espace politique global** c.-à-d. «non seulement comme un interlocuteur dans les débats sur la démocratisation de la communication et de la société mais de plus comme un acteur appelé à participer dans différents champs d'activité et ainsi influencer sur les décisions pour une démocratisation des structures de communication»¹¹³. D'où la pertinence des débats publics autour d'Internet, facteur ou non de transformation des rapports sociaux (production, consommation, loisirs, vie quotidienne)»¹¹⁴.

La mise à disposition de moyens techniques, tels qu'Internet, permet alors de penser que de nouvelles solidarités s'expérimentent à travers les **pratiques citoyennes que créent des mouvements sociaux**. En plus des observations et des recherches menées par les organisations communautaires elles-mêmes au Québec en ce domaine, des recherches du domaine des communications ont permis de dégager des données empiriques qui le confirment. Cette communication politique s'expérimente particulièrement dans le nouveau registre des solidarités transnationales de l'arène de la gouvernance mondiale. Par conséquent, les recherches ont principalement portées sur le projet de communication démocratique à l'échelle globale à partir d'un nouveau phénomène depuis 1999 où des organisations forment des réseaux transnationaux qui consistent à fédérer les réseaux nationaux ou internationaux déjà existants¹¹⁵. Notons qu'une thèse de doctorat a porté sur le groupe ATTAC, l'un des principaux acteurs du mouvement altermondialiste, lequel alimente leur espoir dans le potentiel du réseau Internet.¹¹⁶

Somme toute, Serge Proulx prend soin d'émettre **deux principes** dans l'analyse des mobilisations citoyennes médiatisées par Internet :

- La première requiert une ouverture à l'égard des possibilités que peuvent amener la technique ;
- La seconde est le devoir de rester vigilant et critique face aux illusions que le déploiement de la technique peut engendrer.

¹¹³ AMBROSI, A. (1999). «La difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global» in PROULX, S. et A. VITALIS (éd.). *Vers une citoyenneté simulée : médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée, p. 100.

¹¹⁴ PROULX, Serge (2002). «Pratiques d'Internet et numérisation des sociétés», in LAJOIE, Jacques et GUICHARD, Eric (éd.) *Odyssée Internet : enjeux sociaux*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 21-40.

¹¹⁵ AMBROSI, 1999.

¹¹⁶ GEORGE, Eric (2000). «De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SaAMI», revue *Sociologie et sociétés*, 32(2) :172-188.

L'Internet citoyen : propositions pour son développement

- La fracture numérique doit aussi être abordée comme une dimension supplémentaire des fractures sociales actuelles et comme un facteur qui contribue à l'exclusion et à la pauvreté.

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen.
 Disponible en ligne à : <http://www.communaucitoyen.qc.ca/>

Nous vous invitons alors à mieux connaître le travail de groupes tels que celui de Communautique. D'ailleurs, Communautique a déjà produit « plusieurs documents sur les expériences d'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) à des fins citoyennes »¹¹⁷.

Les récits d'expériences que Communautique a recueillis grâce à des entrevues réalisées en 2002 démontrent que partout à travers le Québec, les TIC sont devenues des moyens d'agir, d'animer, d'apprendre, d'informer, de sensibiliser, de communiquer et de se concerter. Une fois de plus les groupes communautaires démontrent leur capacité d'innover et de s'approprier ces nouveaux outils afin de les intégrer à l'action, de les mettre à contribution pour répondre aux besoins, briser l'isolement, favoriser la prise en charge et développer de nouvelles solidarités.

Près de 35 groupes ont collaboré à la production d'un recueil de six cahiers qui présentent « tout un monde d'innovations » et les usages des TIC dans différents secteurs :

- Les groupes de femmes et les TIC;
- L'accès communautaire comme un atout pour l'action;
- Les TIC en alphabétisation;
- Les TIC en soutien aux personnes handicapées;
- Les jeunes et les projets avec les TIC ;
- Les TIC intégrées au développement local ;
- Les TIC et les médias communautaires;
- Les TIC et les nouvelles problématiques sociales.

Les usages sont multiples : listes de distribution et de discussion utilisées pour informer, se concerter ou mobiliser, émissions de radio produites par des jeunes, cybermentorat pour les femmes intéressées par les métiers non traditionnels, bases de données pour gérer le membership ou annoncer des produits et le marché paysan, babillard, accès communautaire intégré aux activités d'éducation et d'animation, formation à distance, reportages sur des événements internationaux. etc.

En somme, les récits démontrent que de plus en plus de groupes parviennent à intégrer les TIC de façon originale et qu'elles deviennent des outils en soutien à leur action. Les TIC introduisent aussi de nouvelles façons de faire, multiplient les réseaux de diffusion et ouvrent la voie à de nouvelles collaboration et de nouvelles solidarités.

¹¹⁷GAUTHIER Julie et Mari-Sol RIOUX-HÉBERT (2002). *Le monde communautaire et Internet : tout un monde d'innovations !*

- La fracture numérique doit être considérée dans son sens le plus large comme la différence qui existe tant dans la capacité d'accéder que dans celle de contribuer à la production de connaissances véhiculées sur Internet.

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen.
Disponible en ligne à : <http://www.communaute.qc.ca/>

6 CONCLUSION : créer des liens sociaux même virtuels pour comprendre et agir sur notre monde

Résumons ! **La société de l'information** n'est pas le fruit du destin et encore moins celui du hasard. Elle s'est construite sur des réseaux qui ont permis de mondialiser un nouveau mode de développement des sociétés, le **capitalisme informationnel**, dira Manuel Castells. D'une conjoncture bipolaire, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, nous sommes passé à une **société en réseaux** devenue mondiale. L'utopie néolibérale est la source de motivation des «**maîtres du monde**», comme le dit si bien Jacques B. Gélinas, à user des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) pour bien asseoir leur pouvoir globalisé, partout sur la planète.

Aussi, nous n'insisterons jamais assez sur le fait que la globalisation des marchés est le fruit de l'action humaine qui opte pour la déréglementation d'une libre circulation des biens et des services, pour la réduction et l'affaiblissement des États, provoquant consciemment l'appauvrissement de la grande majorité des populations, la marginalisation, bref **l'exclusion sociale**. L'une des facettes de l'exclusion sociale est **la fracture numérique**. La fracture numérique est l'expression de l'écart social qui se creuse entre les personnes qui ont accès aux TIC et celles qui ne l'ont pas. Elle est la résultante de choix politiques qui ont été faits à la fois par nos élus et gens d'affaires nationaux mais aussi au-delà des frontières habituelles puisque les TIC ont la particularité de défier l'espace et le temps.

Les mouvements sociaux pour la justice sociale ont bien compris la narration néolibérale et tentent à tout prix de démontrer qu'«**un autre monde est possible**». Les mouvements sociaux travaillent fort pour sensibiliser, influencer les populations ici comme ailleurs afin d'actualiser d'autres façons de faire et de penser. Ces hommes et ces femmes expérimentent au quotidien ce qu'ils prônent et réinventent ainsi une autre façon de «**vivre-ensemble**». C'est ce qu'on appelle **l'éthique de la solidarité**. Or, une voie d'espérance est celle de la **citoyenneté** qui réaffirme le sens des rapports sociaux dans la société. **Les citoyens et les citoyennes** sont ces personnes dont on reconnaît les droits et les responsabilités dans une société démocratique. C'est bien l'enjeu principal de ces mouvements sociaux dont il est question.

Les groupes en action communautaire autonome du Québec misent sur l'éducation populaire pour transformer la qualité et les conditions de vie de la population particulièrement exclue de la vie sociale. **L'éducation populaire**, rappelons-le, c'est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyennes et des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen et à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. Les groupes communautaires font partie intégrante de **la société civile**, celle-là même qui se différencie de tout l'appareil gouvernemental et des instances

L'Internet citoyen : propositions pour son développement

- La fracture numérique doit être considérée également sur le plan de l'accès inégal à cet outil de communication permettant la constitution de réseaux d'information, d'échange, d'action et de participation citoyenne.

Extrait de la Plateforme de l'Internet citoyen.

Disponible en ligne à : <http://www.communaucitoyenne.qc.ca/>

institutionnalisées. Les groupes d'action communautaires autonome misent alors sur la participation des citoyens et des citoyennes, même les plus démunis, vulnérables, exclus de la société. Ils croient au potentiel «citoyen» et «humain» de ces personnes. Leur **participation** est essentielle pour rendre réelle la démocratie dans la société civile, en l'occurrence dans les milieux communautaires. Cela dit, la présence de ces personnes ne saurait être légitimée par la simple prestation de services dont les citoyens et les citoyennes en seraient les bénéficiaires. Le **fonctionnement démocratique** dépend de la réelle participation de ces citoyens et de ces citoyennes dans les groupes communautaires que ce soit du bénévolat ou à plus forte raison du militantisme. Même «improductif» pour le marché du travail (salarié), tout citoyen ou citoyenne peut prendre part à la vie communautaire, que ce soit à l'exécution de tâches ou à la prise de décision dans l'organisation, si ses capacités, ses droits et son rythme sont respectés. En d'autres termes, le respect de l'**identité** des personnes et des collectivités, et de leurs **différences**, est fondamental dans une société démocratique. C'est en ce sens que les organisations en action communautaire autonome **créent des liens sociaux** en ouvrant des espaces où il est bon de se retrouver, de prendre un café, d'être accueilli, d'être accepté, d'être invité à participer à des discussions, des formations et même d'être respecté pour ses opinions.

Mais le défi de créer des liens sociaux ne peut se restreindre à lier les personnes entre elles. Les groupes communautaires, les différents groupes de la société civile doivent se lier entre eux. Il faut se «**réseauter**». Pour ce faire, les **coalitions** offrent un mode d'organisation intéressant pour s'allier ensemble tout en respectant les différences entre ses composantes. *A contrario* des pratiques néolibérales, les coalitions tentent de favoriser cette **vision pluraliste** de l'action collective c.-à-d. qui admet la diversité des idées, des valeurs, des croyances, des comportements. La forme que celles-ci peuvent prendre est **horizontale** c.-à-d. que chaque membre est d'importance égale. Cette forme d'organisation défie alors le modèle hiérarchique largement répandu partout dans les entreprises à but lucratif, les organisations syndicales, les gouvernements mais aussi plusieurs groupes communautaires. Les coalitions sont, elles, animées par le principe «**l'unité dans la diversité**». Elle incarne une nouvelle forme de mobilisation dont la structure est plus souple et ponctuelle, adaptée au contexte et aux enjeux du moment. C'est à cette condition que l'on peut dire que le «sens» et la «forme» sont intrinsèquement liés et donnent ce caractère «subversif» à la mobilisation c.-à-d. qu'on vit concrètement ce que l'on prône !

Par ailleurs, les liens sociaux effectivement créés permettent de donner plus de cohésion à la mobilisation. Le **communication** entre les membres devient une condition essentielle à la bonne démarche de la mobilisation. Tout comme les maîtres du monde qui contrôlent et alimentent les grands réseaux de communication, tels que les réseaux de flux financiers, les mouvements sociaux peuvent développer des réseaux de communication qui passent par les TIC. À la différence de ceux-ci, les mouvements sociaux ont premièrement avantage à faire accéder les différents acteurs sociaux de la société civile aux TIC. **L'accès aux TIC** n'est que la première condition à l'appropriation de ce nouveau mode de

Virtualité :

Dans un sens classique, ce qui est virtuel est ce qui est potentiellement possible mais non actualisé. Le virtuel peut donc devenir réel à tout moment. Dans un sens plus moderne lié aux TIC et notamment à Internet, on qualifie souvent de virtuel ce qui se passe sur le réseau informatique et non dans la « vraie vie » (*real life* en anglais).

Dictionnaire Le Petit Larousse : **virtualité informatique**. Concept générique qualifiant un système qui crée pour l'utilisateur un environnement différent de l'environnement réel.

communication en réseaux : informatisation c.-à-d. accès aux ordinateurs, branchement à la connexion Internet. **Les usages** doivent se développer dans les organisations en action communautaire que ce soit par l'utilisation du courriel, des listes de discussion, des «blog» ou par la navigation sur le Web. L'accès et les usages ainsi mieux intégrés dans nos organisations pourront nous mener vers une réelle **appropriation** qui ouvre sur la voie de **pratiques citoyennes** : développement de sites et création d'outils multimédias adaptés à nos pratiques d'action communautaire autonome. Déjà, quelques projets vont de l'avant et méritent d'être connus et reconnus. Ils innovent en développant des outils d'éducation populaire en ligne, des outils d'intervention et d'organisation. La **virtualité**, arrachée à la science-fiction, peut être au service des militants et des militantes. Les possibilités sont infinies lorsque l'on combine plusieurs médiums que ce soit l'image, le dessin, le texte, l'hypertexte, le son, etc.

Il n'en tient qu'à nous... ! Que ferons-nous des TIC ?

